

Revue des deux mondes (1829)

I Revue des deux mondes (1829). 1868/07-1868/08.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

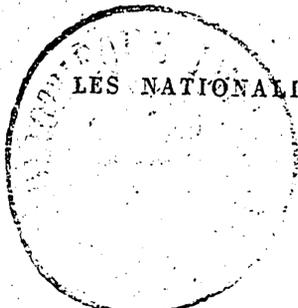
7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisationcommerciale@bnf.fr.

L'ALLEMAGNE

DEPUIS LA GUERRE DE 1866

VII.

LES NATIONALITÉS EN HONGRIE ET LES SLAVES DU SUD
(YOUGO-SLAVES)¹.



Ce n'est pas, je l'avoue, sans une vive émotion que j'aborde la question des nationalités. Je suis convaincu qu'elle favorisera en définitive le progrès de la civilisation; elle me remplit néanmoins d'inquiétudes et parfois d'angoisses. Vous qui me lisez, moi qui écris ces lignes, nous tous habitans du continent européen, d'un moment à l'autre elle peut nous saisir, nous entraîner dans quelque formidable bouleversement et changer profondément notre destinée. Elle vient à peine de naître, de prendre un nom, et déjà elle a renversé vingt trônes et dérangé tout l'ancien équilibre. Elle enflamme le cœur de nos contemporains d'une passion aussi ardente que les idées religieuses l'ont fait au xvi^e siècle, et, comme celles-ci, elle changera la face du monde. C'est elle qui a affranchi la Grèce et constitué l'Italie, qui prépare l'unité de l'Allemagne, agite les populations de l'Autriche et de la Turquie, et qui, sous la forme du pangermanisme et du panslavisme, effraie l'imagination. Elle se rit des traités, met à néant les droits historiques, jette le désarroi dans la diplomatie, ébranle toutes les situations, alarme

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} avril et du 1^{er} juin 1868.

tous les intérêts, et demain peut-être déchainera la guerre maudite, convertira ces plaines où mûrissent aujourd'hui de riches moissons en un champ de carnage, et lancera les uns sur les autres, comme des bêtes de proie, des peuples que le facile échange de leurs idées et de leurs produits devrait unir dans un lien fraternel.

On prétend que Napoléon a dit : « Le gouvernement qui le premier lèvera le drapeau des nationalités et s'en constituera le défenseur dominera l'Europe. » Espérons que le temps approche où il n'y aura plus en Europe que des peuples indépendans et libres, et que l'ère des dominateurs touche à sa fin; mais, cela est certain, qui-conque se met au service du principe nouveau réussit, et qui le combat succombe. On l'a bien vu en 1865. Comme tous les grands mouvemens qui puisent leur force dans le vœu des multitudes, ce principe porte en avant ceux qui le secondent; il les grandit et leur assure la victoire. On peut le maudire, l'appeler une folie, comme le faisait récemment M. Thiers: rien n'en retarde la marche; tout ce qui arrive tourne à son avantage et affaiblit ses ennemis. Essayez-vous de le comprimer, c'est alors seulement qu'il acquiert toute sa puissance et étend partout son empire. Plus on fait d'efforts pour le dompter, plus sa violence s'accroît. C'est le fait des révolutions générales; rien ne peut les arrêter, et toute résistance les précipite. La question religieuse et la question sociale ne sont pas moins redoutables que celle des nationalités, et elles sont bien autrement difficiles à résoudre, mais leur travail est plus souterrain; il échappe à nos yeux et ne nous menace pas de troubles aussi apparens, aussi prochains.

Que signifient ces deux mots vagues et peu corrects : « question des nationalités ? » On entend par là ce mouvement qui porte certaines populations ayant la même origine et la même langue, mais faisant partie d'états différens, à se réunir de façon à constituer un seul corps politique, une seule nation. Quand les divers essaims qui ont peuplé notre continent y sont entrés, — Ibères, Gaels, Héliènes, Germains, Slaves, — les hommes qui les composaient étaient réunis par la conformité de l'idiome, des mœurs, des traditions, de l'origine. Pour tous les peuples à l'état primitif, l'identité de race est la base de l'unité politique. Il en est ainsi, par exemple, chez les tribus d'Indiens de l'Amérique du Nord; mais dès que les hommes s'attachent au sol par la propriété et par la culture, les guerres, les conquêtes, les émigrations, rassemblent sur un même territoire des populations de races différentes ou répartissent entre des souverains différens des populations du même sang. Cela s'est produit partout autrefois en Asie et en Europe. Aujourd'hui, dans certaines contrées, les hommes parlant le même idiome veulent se

réunir suivant leurs affinités ethnographiques. Les souverains ou les peuples dont ce bouleversement menace l'intégrité territoriale ou la prépondérance politique ne s'y résignent pas; ils y opposent des objections d'abord, des baïonnettes ensuite, et enfin des canons, s'il le faut. Voilà ce que c'est que la question des nationalités.

L'état de choses que les partisans des nationalités veulent changer existe depuis longtemps : comment se fait-il que cette question surgisse précisément lorsque les relations des peuples deviennent plus intimes, et s'aggrave au moment où le sentiment du cosmopolitisme universel va réunir les races diverses en une vaste fédération? Comment en quelques pays le sentiment national devient-il si farouche qu'il aspire à l'isolement, quand presque partout les particularités nationales s'effacent sous le vernis uniforme de la civilisation européenne? Les causes de ces faits contradictoires ne sont rien moins que les plus nobles conquêtes et les plus grands principes dont s'enorgueillit l'époque moderne, — l'égalité de tous, la souveraineté populaire, le régime constitutionnel et parlementaire, les découvertes de la science, la diffusion des lumières, la culture de la philologie et des lettres. Le mouvement des nationalités a donc ses racines dans ce qui constitue le caractère distinctif des sociétés actuelles, et il tire sa force justement de ce qui fait la leur. Il en résulte que, pour l'arrêter, il faudrait arrêter aussi tout progrès et ramener les peuples à l'ancien régime. Ce point mérite d'être éclairci.

Tant que le territoire d'un pays est considéré comme le domaine d'un souverain, il importe peu que ses habitans appartiennent ou non à la même race. Ils doivent tous obéissance au même maître : voilà ce qui constitue l'unité de l'état. La volonté du roi, faisant tout marcher, communique au corps politique une cohésion suffisante et lui imprime une même direction; mais qu'on vienne à proclamer la souveraineté du peuple, et tout change. L'état existe non plus pour la gloire du souverain, mais pour le bonheur des citoyens. Si ceux-ci s'y trouvent mal parce qu'ils ne peuvent s'entendre entre eux, faute d'une langue commune et d'intérêts identiques, qui pourra les empêcher de se séparer à l'amiable et de se joindre chacun au groupe vers lequel l'attirent les affinités de race? Partout où les anciens gouvernemens n'auront point su donner à des sujets d'origine différente du bonheur ou au moins de la gloire, la proclamation de la souveraineté du peuple fera naître la question des nationalités et menacera l'état de dislocation.

Sous le régime absolu, pourvu que le peuple paie, se fasse tuer et se taise, tout est à merveille. Que dans le pays dix races diverses parlent vingt dialectes différens, qu'importe! c'est la force, non la parole, qui est le ressort de la machine. Donnez une constitution et

introduisez le régime parlementaire, aussitôt la question de la langue devient capitale. En adoptez-vous une pour traiter les affaires, les nationalités qui parlent les autres se déclarent opprimées, sacrifiées : la lutte commence. Supposez un propriétaire possédant plusieurs fermes : ceux qui les occupent, fussent-ils les uns Russes, les autres Allemands, d'autres enfin Italiens, il n'en résulte aucun inconvénient tant que ce propriétaire peut diriger à son gré les travaux qu'il faut exécuter dans le canton; mais que ces fermiers prétendent les régler eux-mêmes après une délibération en commun, comment y parviendront-ils, s'ils ne se comprennent pas, et s'ils ne veulent pas se servir d'une langue étrangère que tous entendent également? On prétend que M. de Metternich repoussait toute constitution pour l'Autriche plus encore par crainte du réveil des nationalités que par horreur de la liberté. « Mes peuples, disait l'empereur François II à l'ambassadeur français, sont étrangers les uns aux autres, et c'est tant mieux. Ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps. En France, quand la fièvre vient, elle vous prend tous le même jour. Je mets des Hongrois en Italie et des Italiens en Hongrie. Chacun garde son voisin. Ils ne se comprennent pas et se détestent. De leurs antipathies naît l'ordre, et de leurs haines réciproques la paix générale. » Le système était ingénieux, mais il ne pouvait se pratiquer que dans les ténèbres. La lumière s'est faite à la suite des révolutions et des défaites, la liberté et le régime parlementaire se sont imposés; immédiatement la lutte des nationalités a commencé.

Les savans sont venus donner à cette lutte toute l'âpreté de systèmes aux prises. Jadis on était au roi de France ou au roi d'Espagne. Un potentat avait-il envie d'une province pour s'arrondir, il l'achetait ou la prenait après y avoir tout brûlé et saccagé; une princesse se mariait-elle, elle recevait une cité en dot. Les contrats de mariage et les testamens des princes décidaient de la nationalité des peuples. En ce siècle-ci encore, Napoléon taillait empires et royaumes en plein drap dans les territoires européens sans s'inquiéter des races, qu'il divisait ou unissait, non d'après leurs affinités, mais d'après ses convenances. Au traité de Vienne; on se cédait entre souverains un appoint de quelques cent mille âmes aussi simplement que si c'eussent été têtes de bétail. Depuis lors les savans, par la philologie et la mythologie comparées, ont reconstitué la physionomie des grandes races, et c'est de par la grammaire et le dictionnaire qu'il s'agit aujourd'hui de refondre les états. Les recherches de la science sont devenues la passion des foules, et la découverte d'un vieux manuscrit est un événement national. Latins, Roumains, Germains et Slaves sont en présence, et prétendent re-

faire la carte de l'Europe d'après les frontières des langues. Les congrès linguistiques et ethnographiques leur ont fourni leurs cris de guerre.

La diffusion des lumières et de l'aisance, la culture des lettres, ont fortifié, généralisé le sentiment que la proclamation des droits naturels et les recherches scientifiques avaient fait naître. Tant que les hommes vivent dans l'ignorance et dans la misère, attachés au sillon qu'ils fécondent pour autrui, nul ne s'inquiète du patois qu'ils parlent. Eux-mêmes ne portent pas les yeux au-delà de leur canton, et ignorent si d'autres populations ont même langue, même origine, mêmes mœurs et mêmes griefs. De sentiment national, il n'y a nulle trace : ils paraissent même incapables de l'éprouver jamais. Que le bœuf qui pâture dans mes prairies soit né dans le Durham, dans le Cotentin ou dans la Frise, à coup sûr il n'en sait rien, et je ne m'en inquiète que pour savoir s'il engraisse vite et se vendra bien. Mais voilà que des écoles se fondent, les gens des campagnes et des ateliers apprennent à lire, à compter, à connaître même les limites des états et la répartition des populations. A côté d'eux, quelque enthousiaste s'éprend de leur patois dédaigné, en recherche les origines, le polit, le cultive, et s'en sert pour écrire des vers ou publier un journal. Le journal se lit, la chanson ailée pénètre partout, le peuple ravi l'écoute avec transport, car elle sort de ses entrailles et ce n'est plus l'idiome détesté de ses maîtres; elle lui parle de ses souffrances, de son passé, de la gloire des aïeux, de sa puissance d'autrefois, des grandeurs que l'avenir lui réserve. Il apprend qu'il appartient à une race qui compte 10, 20, 30 millions d'âmes. Unis, ils seraient forts, libres, riches, redoutables; pourquoi eux aussi n'auraient-ils pas leur place au soleil et leur territoire indépendant? Le littérateur, le prêtre, sortis de la foule, entretiennent, attisent ces aspirations, et voilà une nationalité debout qu'il faut satisfaire ou exterminer, il n'y a point de milieu. Dans une province habitée par des brutes, fondez des écoles, établissez un chemin de fer et tolérez une imprimerie, vingt ans après le sentiment national est né; au bout de deux générations, il fait explosion, si on tente de le comprimer. C'est en s'éclairant que l'homme prend conscience de lui-même et arrive à vouloir se diriger librement. Il en est de même pour les peuples. Sont-ils plongés dans l'ignorance, ils se laissent conduire même par des étrangers. Acquièrent-ils des lumières, ils ne supportent plus ces maîtres et prétendent marcher affranchis de toute tutelle vers l'accomplissement de leurs destinées. C'est ainsi que la question des nationalités naît du progrès même de la civilisation.

On a dit que c'est un mouvement factice, entretenu naguère

par les menées des révolutionnaires italiens, aujourd'hui par les intrigues de la Prusse et de la Russie. Pour trouver une réfutation complète de cette appréciation superficielle, il faut lire l'étude où M. le baron Eötvös montre par quels liens profonds cette agitation des races se rattache aux grands mouvemens historiques qui transforment nos sociétés depuis l'avènement du christianisme et surtout depuis la réforme (1). Quoique cette question alarme ses compatriotes et les trouve parfois hostiles et même injustes, l'éminent écrivain hongrois a dit ce qu'il croyait être vrai avec une hauteur de vues et une vigueur de raisonnement auxquelles on ne résiste pas.

Si ce mouvement des nationalités sort ainsi du progrès même de la civilisation contemporaine, s'ensuit-il qu'il démembrera tout état qui contient des populations de langue différente, pour aboutir à la constitution d'énormes agglomérations fondées uniquement sur les affinités ethnographiques? Je ne le crois pas. Il ne soulèvera que les peuples arriérés, mal gouvernés et opprimés. Les peuples avancés de notre Occident ont dépassé le moment où pour base de l'association on ne veut que la communauté de race. Ils sont déjà si engagés dans les idées cosmopolites que la passion ardente qui anime les jeunes nations de l'Orient en voie de formation leur est à peine intelligible. A mesure que la culture d'un peuple s'élève, l'identité d'idiome et de sang exerce sur lui moins d'empire, et la sympathie morale en exerce davantage. Au-dessus des nationalités ethnographiques, il y a les nationalités politiques, *électives*, peut-on dire, ayant leurs racines dans l'amour de la liberté, dans le culte d'un passé glorieux, dans l'accord des intérêts, dans la similitude des mœurs, des idées, de tout ce qui fait la vie intellectuelle. La Suisse avec ses Allemands, ses Français et ses Italiens, la Belgique avec ses Flamands et ses Wallons, en offrent de frappans exemples. Les nationalités électives sont plus dignes de respect, car elles reposent sur l'esprit, les autres n'ont pour raison d'être que les affinités de sang et d'origine. Interrogez-vous : avec qui aimeriez-vous mieux vous associer? Avec des gens grossiers, mais de même race que vous, ou avec des hommes d'esprit partageant vos goûts et vos habitudes? Avec ceux-ci sans doute. Les peuples éclairés ne concluront pas autrement.

Rien n'arrêtera les conquêtes de la démocratie, car elle a pour invincibles véhicules l'imprimerie, qui distribue également partout

(1) *Die Nationalitätenfrage von Josef Freiherrn von Eötvös, aus dem ungarischen Manuscripte übersetzt, von Dr. Max Falk, Pesth, 1865. (La Question des nationalités traduite du manuscrit hongrois de M. Joseph d'Eötvös, par M. Max Falk.)*—On n'a pas oublié non plus le travail de M. André Cochut, publié dans la *Revue* du 1^{er} août 1866, et celui de M. A. de Broglie, *Revue* du 1^{er} février 1868.

les connaissances, et la vapeur, qui répand le bien-être; mais le mouvement démocratique, qui jette l'Orient dans les luttes de race, précipite l'Occident dans le cosmopolitisme. Tandis qu'aux bords du Danube et de la Moldau les Slaves se soulèvent contre les Germains, les Hongrois et les Turcs, aux bords du Léman et de la Tamise, les délégués des différens peuples s'entendent pour conspirer contre les détenteurs du pouvoir ou du capital, à quelque race qu'ils appartiennent. L'ennemi, ce n'est pas l'étranger, c'est le maître. Le sentiment national s'exalte jusqu'à la fureur quand au nom de l'égalité il s'insurge contre la prépondérance de la race gouvernante; mais l'égalité est-elle établie et le sentiment national satisfait, toute rancune s'oublie, la fraternité cosmopolite lui succède. Les autres forces en œuvre dans nos sociétés actuelles agissent de la même façon que la démocratie: en faveur du sentiment national d'abord, en faveur du cosmopolitisme ensuite. Un chemin de fer construit dans un pays neuf fera naître le premier de ces sentimens, parce qu'il éveillera les populations et contribuera ainsi à leur donner la conscience de leur individualité; plus tard il développera le second, parce qu'il les mettra en relation d'idées et d'affaires avec les autres peuples.

Le mouvement des nationalités n'est donc qu'une phase, qu'un moment du progrès de la civilisation, et je crois que les peuples de l'Europe occidentale l'ont déjà franchi. Comme il a ses racines dans le passé, communauté de race, d'origine, d'histoire, de souvenirs archéologiques, il n'exercera d'action profonde que sur les états qui sont encore attardés dans les situations créées par le moyen âge. Ceux où règnent les idées et les intérêts modernes n'en seront probablement pas ébranlés. Ailleurs il aura des effets révolutionnaires peut-être, mais bienfaisans en tout cas: révolutionnaires, car il se peut qu'il bouleverse violemment les divisions territoriales actuelles, bienfaisans, parce qu'il pousse les races encore engourdies à sortir de leur sommeil, à se relever, à cultiver leur langue, leur littérature, à développer toutes les aptitudes dont elles sont douées, à travailler pour mettre en valeur les richesses du sol qu'elles occupent, afin de se placer au niveau des nations les plus avancées. A la vue des races jeunes demandant leur place au cercle des familles humaines, je conçois qu'on s'alarme, non qu'on maudisse. Telle semble être la destinée de notre espèce; elle ne marche en avant que par des routes qu'elle trempe de son sang, et les plus fécondes révolutions ne se sont accomplies qu'au prix des plus douloureux ébranlemens; voyez l'établissement du christianisme, la réforme, la révolution française et récemment l'abolition de l'esclavage. Pourtant de notre temps, la raison prenant plus d'empire, le

recours à la force devient moins nécessaire; espérons qu'elle sera inutile pour résoudre la question des nationalités. Les deux états que celle-ci menace surtout sont la Turquie et l'Autriche. C'est en Autriche que nous allons l'étudier, en commençant par ce qui concerne les Slaves méridionaux.

I.

On prétend qu'on trouve en Autriche vingt nationalités différentes et dix-huit idiomes. Ces nombres donnent lieu à d'interminables discussions, car en ethnographie on n'est pas plus d'accord sur la classification des races qu'on ne l'est en botanique sur celle des espèces et des genres. Le fait est qu'en visitant l'empire-royaume on rencontre, sans pousser les distinctions à l'extrême, des Allemands, des Italiens, des Hongrois, des Tchèques, des Polonais, des Ruthènes, des Slovaques, des Slovènes, des Croates, des Serbes, des Bulgares, des Cumans, des Jazigues, des Szeklers, des Uscoques, des Chkipétars, des Saxons-Flamands, des Roumains, des Arméniens, des Schokatzes, des Wendes, des Grecs, des Tchiganes, des Juifs, des Morlaques, des Wallons et jusqu'à des Français, colonies perdues dans le Banat. Voilà certes une collection assez riche des variétés de l'espèce humaine. Il y a de quoi ravir le philologue et désespérer le politique. Un Mezzofanti y trouverait son compte, mais on conçoit que M. de Beust n'y trouve point le sien. Il n'est guère possible que le souverain s'entretienne jamais avec tous ses sujets en leur dialecte national. Les officiers autrichiens doivent être polyglottes, car lorsque l'avancement les fait entrer dans un régiment de nationalité différente, il faut qu'ils en apprennent l'idiome, et une partie de leur existence se passe à étudier des grammaires toujours nouvelles pour eux. Aux environs de Temeswar, un propriétaire me disait qu'il avait absolument besoin de connaître cinq langues : le latin pour les anciennes pièces officielles, l'allemand pour ses relations avec Vienne, le hongrois pour prendre la parole dans la diète, enfin le valaque et le serbe pour donner des ordres à ses ouvriers. Charles V prétendait qu'un homme en vaut quatre quand il sait quatre langues. A ce compte, l'Autriche devrait être bien puissante, car c'est le moins que sachent beaucoup de ses habitans. Il n'y a pas jusqu'aux billets de banque qui ne portent témoignage de la multiplicité des dialectes en usage dans l'empire. Sur ces chiffons qui, valant 10 kreutzers (25 centimes), remplacent la petite monnaie, on s'est donné la peine de graver une inscription en huit langues différentes accompagnée de cette devise : *Viribus unitis*,

par l'union des forces, laquelle semble une cruelle ironie en présence des discordes actuelles.

L'Autriche forme un assemblage bariolé de groupes ethnographiques qui ne se sont pas mêlés, comme en France, de façon à constituer une seule nation ayant le sentiment d'une patrie commune. Chacun est attaché à sa province, nul ne l'est à l'empire. Vous trouvez des Hongrois, des Croates, des Tchèques acharnés, mais pas d'Autrichiens. J'ai été souvent surpris d'entendre dans la bouche de maint officier l'amour de la nationalité parler plus haut que le dévouement à l'état. Chaque race, chaque tribu, a vécu dans son canton, séparée des voisins par la langue, les mœurs, les droits particuliers. Ce qui fusionne les hommes d'origine différente, ce sont les lumières, les échanges, les révolutions; or le gouvernement des Habsbourg a maintenu ses sujets dans les ténèbres, dans l'isolement et dans l'inertie. L'art de bien vivre était seul partout en honneur. Aussi l'unité de l'empire ne se manifeste-t-elle que par la façon dont on déjeune, dîne et se couche, qui est la même de Bodenbach à Trieste et de Feldkirchen à Cronstadt.

Nous n'avons pas à étudier les nombreuses et intéressantes tribus qui peuplent l'Autriche. Il nous importe seulement de connaître les grandes races qui peuvent exercer une influence sur la marche des événements. Ce sont les Allemands, au nombre de 8 millions, les Magyars, au nombre de 5 ou 6 millions, les Slaves, de 15 millions, et les Roumains, de 3 millions. Les Slaves du nord et du sud sont donc aussi nombreux à eux seuls que les trois autres races ensemble, et l'on comprend comment Joseph II a pu songer un moment à faire de ses états un empire slave.

Pour se rendre compte de la situation géographique que ces races occupent, il suffit de jeter un regard sur une de ces cartes ethnographiques, rares encore en France, mais qu'on trouve déjà partout en Allemagne. C'est un signe du temps où nous vivons: Jadis le tableau des divisions politiques suffisait: aujourd'hui, depuis qu'un nouvel élément est entré en jeu, celui des races est indispensable. L'homme d'état qui ne l'aurait pas dans son cabinet serait comme un joueur d'échecs qui voudrait faire la partie sans échiquier. J'ai sous les yeux une petite carte publiée par Kiepert à Berlin, et ayant pour titre *Völker-und-Sprachen-Karte von Oesterreich*, carte ethnographique et linguistique de l'Autriche (1). Quand je l'ai aperçue à

(1) Pour compléter l'étude ethnographique de l'Autriche, il faut avoir l'intéressant ouvrage de M. le Dr A. Ficker, secrétaire ministériel de l'empire: *Les populations de la monarchie autrichienne (Bevölkerung der Oesterreichischen Monarchie)*. On y trouve une série de tableaux et de cartes indiquant la proportion relative de chaque race dans la population des diverses provinces.

Vienne pour la première fois, elle m'a causé, je l'avoue, une vive émotion, tant mon ignorance de ces choses était complète. Pendant mon voyage, elle ne m'a pas quitté, et m'a donné la clé de plus d'un problème. Voici ce que j'y vois. Les Allemands occupent à l'ouest le Tyrol non italien, les deux duchés d'Autriche, la Styrie, les cantons extérieurs de la Bohême, où déjà ils se mêlent avec les Tchèques, et la Carinthie, où les Slovènes sont à peu près en nombre égal; puis apparaissent, comme des îles perdues au milieu des mers de populations différentes, les colonies allemandes fondées à différentes époques en Moravie, en Hongrie, dans les comitats de Zala, de Somogy, de Pesth, de Sohl, dans le Banat, et surtout en Transylvanie, où elles forment encore un groupe important et compacte. Les Roumains s'étendent sur un territoire grand environ comme l'Italie, très bien arrondi, mais sans limites naturelles, embrassant la Transylvanie, une lisière de la Hongrie, la Moldo-Valachie et la Bessarabie russe. Ils sont en tout environ 8 millions. Les Magyars, pressés entre les trois autres races, sont groupés sur la vaste plaine qui se déroule des deux côtés de la Theiss et à l'ouest du Danube entre la Raab et la Save.

Les Slaves enfin dominant sur d'énormes espaces. Tirez une ligne qui, partant de l'Adriatique vers Monfalcone, à l'ouest de Trieste, remonte vers le nord avec l'Isonzo, suit alors la Drave, la Mur, la Drave encore et le Danube jusqu'à la Mer-Noire : au-dessous de cette ligne, en Autriche, la Carniole, l'Istrie, une partie de la Carinthie et de la Styrie, la Croatie, la Dalmatie, la Slavonie, ensuite la Bosnie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumélie, c'est-à-dire presque toute la Turquie d'Europe, appartiennent aux Slaves méridionaux. Ils touchent aux frontières du Lombard-Vénitien, qu'ils ébrèchent même vers l'est d'Udine. Tous les beaux ports de la côte dalmate, depuis Trieste jusqu'à Antivari, sont à eux, et d'autre part ils approchent de Constantinople. Les Slaves du nord commencent à Pilsen, vers les montagnes du Böhmer-Wald, c'est-à-dire aux frontières de la Franconie, prennent ensuite tout le centre de la Bohême, la Moravie, la Galicie, débordent au-delà des Karpathes en Hongrie, où ils occupent tous les comitats du nord, et enfin, suivant la rivière Sereth et le Dniester comme limite méridionale, arrivent à la Mer-Noire vers Odessa. La race slave, appuyée sur la masse de l'empire russe, s'avance ainsi jusqu'au centre de l'Europe, embrassant entre ses deux bras étendus vers l'Occident les Valaques, les Hongrois et les Allemands de l'Autriche. Sur la carte, cela fait l'effet des deux puissantes mandibules d'une mâchoire ouverte, mais à moitié refermée déjà. C'est une des douleurs des slavomanes que les Magyars soient venus séparer comme par un coin les Slovaques

et les Tchèques des Slovènes et des Croates, rompant ainsi la continuité du territoire slave. Les Magyars de leur côté ne demanderaient pas mieux que de se voir serrés d'un peu moins près par les deux branches de cette famille trop nombreuse; mais les événemens en ont décidé autrement. C'est à la sagesse des hommes de tirer parti des situations créées par l'histoire.

Maintenant que nous connaissons la force relative des principales nationalités de l'Autriche et les positions qu'elles occupent, abordons l'examen des différends qui les divisent, et voyons d'abord la question croate.

II.

Le mouvement national des Slaves du sud est né d'une réaction contre le mouvement national des Magyars, de même que celui-ci est né de la réaction contre les tentatives de germanisation des Habsbourg. Porter atteinte à la langue d'un peuple, c'est l'offenser dans ce qu'il a de plus sensible. Il souffrira qu'on le décime à la guerre, non qu'on le dénationalise. Qu'un conquérant le conduise à la boucherie, il lui pardonne. Qu'un souverain, pour l'élever à une culture plus haute, lui en impose l'idiome, il se soulève en fureur et le renverse. Le mouvement linguistique magyar ne date que du siècle dernier. Afin de mettre plus d'unité dans l'administration de son empire polyglotte, l'empereur Joseph II s'efforça, au moyen des écoles, de faire apprendre l'allemand à tous ses peuples. Les Hongrois, prêts à la révolte, se mirent, comme manifestation anti-allemande, à cultiver leur langue, jusque-là très négligée, attendu que toutes les affaires publiques se traitaient en latin et que les gens aisés ne lisaient guère que l'allemand et le français. Tout mouvement national est accompagné d'un réveil littéraire, d'abord parce que c'est ainsi qu'une race s'affirme en face de l'étranger, et ensuite parce que c'est par des écrits et des poésies qu'on répand une idée nouvelle. A la fin du XVIII^e siècle, toute une pléiade d'écrivains et de poètes surgit en Hongrie. Nicolas Révai publie des travaux importans sur la grammaire et les antiquités hongroises; Csokonay compose les premières poésies populaires en dehors de toute imitation classique; François Kazinczy fonde en 1791 le premier théâtre hongrois, traduit en sa langue maternelle les principaux chefs-d'œuvre des langues étrangères, et mérite que son anniversaire, célébré en 1855, devienne une fête nationale. Plus tard Alexandre Kisfaludy, le Pétrarque hongrois, — Michel Vörösmarty, l'orgueil de sa patrie, le poète de ses gloires antiques, dont le peuple, sur la proposition de Deák, a adopté la veuve, — Erdélyi,

qui s'est donné pour mission de réunir les chants populaires des Magyars, — Petöfi, le poète inspiré de la liberté et de la révolution, — Arany, dont les poèmes d'une touchante simplicité ont pénétré jusqu'au fond des campagnes et ont été accueillis avec enthousiasme même par les Serbes, les Slovaques et les Polonais, — des historiens comme Horváth, des romanciers comme Jósika et Jókay, des publicistes comme Eötvös, une foule d'autres écrivains encore, ont permis à la Hongrie d'affirmer qu'elle aussi avait une littérature nationale. Une même inspiration animait tous ces écrits, l'amour de la patrie et la haine du despotisme étranger. L'écrivain Sealsfield fait à ce sujet une remarque très juste. « La poésie hongroise se distingue pour moi, dit-il, de celle des Allemands en ceci qu'elle est plutôt l'expression de la nation que celle des individus. » Quand en effet une même passion possède tous les cœurs, il est naturel qu'avec plus ou moins de talent les écrivains émettent des idées semblables. Pour donner un centre à l'évolution littéraire, une académie fut fondée en 1827 par l'initiative privée, et les magnats y apportèrent leur souscription, avec cette générosité tout anglo-saxonne qui ne connaît point de bornes quand il s'agit de l'intérêt public. Esterhazy donna 80,000 francs, Karolyi 125,000, Batthiany 150,000, Széchenyi 160,000.

Tant que les Magyars se contentèrent de fortifier leur propre nationalité et de la défendre contre les empiétements du germanisme, ils n'excitèrent que les sympathies des autres races, aussi hostiles qu'eux à la centralisation du gouvernement autrichien. Comme le remarque M. Eötvös, dans toute l'histoire de Hongrie il n'y a pas de traces de rivalités nationales. Toutes les races défendaient la patrie commune; les Hunyadi étaient Roumains, les Zrinyi, Croates. Les difficultés surgirent quand on commença de faire usage du hongrois au sein de la diète. Au moyen âge, la langue officielle avait été le latin, et elle l'était restée parce que, en sa qualité de langue morte, elle avait cet avantage de n'humilier aucun des idiomes vivans. Les affaires se traitaient en latin, même dans les assemblées des comitats, le hongrois, le croate, le roumain, restaient à l'état de patois, sur le pied d'une parfaite égalité; mais, si l'on se servait désormais du magyar, ce dialecte devenait langue dominante, et tout le monde était tenu de l'apprendre, ou n'avait plus qu'à se taire. Les Slaves, les Roumains, ne connaissant que leur langue maternelle, étaient frappés d'incapacité politique.

La proposition d'employer désormais le hongrois fut faite pour la première fois à la diète de 1830. Le mouvement national des Slaves du sud se dessina aussitôt. Les circonstances, il est vrai, y poussaient. L'affranchissement de la Grèce, les questions de race

bruyamment débattues par les savans allemands, les idées démocratiques répandues dans toute l'Europe par la révolution de juillet, avaient préparé le réveil de ce qu'on appelait alors l'illyrisme, parce que le siège de l'agitation était dans les anciennes provinces illyriennes constituées par Napoléon. Un journal croate parut en 1835 sous le nom de *Novine Horvatzke*. Une association de patriotes slavophiles s'était formée pour relever l'idiome maternel, le purifier, le cultiver. Ils adoptèrent pour langue littéraire le dialecte classique de Raguse, qui florissait dès le xiv^e siècle, et avait servi à la composition de tragédies, de poèmes, d'idylles, dont bien peu ont échappé au tremblement de terre de 1667. Une société de lecture fut établie à Agram. De nombreux écrivains se firent un devoir patriotique de publier des brochures et des livres sur tous les sujets qui pouvaient intéresser leurs compatriotes. Le ban protégeait ce réveil littéraire, et le gouvernement autrichien ne s'y montrait pas hostile, car il espérait y trouver, conformément à sa politique traditionnelle, un moyen de contenir les Magyars. A la tête du mouvement illyrien se trouvaient deux hommes distingués, le comte Janco Draskowitch, riche magnat qui voulait défendre les traditions provinciales et l'autonomie du pays, et le poète Louis Gay, dont les espérances étaient plus vastes, et qui songeait à reconstituer l'empire serbe (1).

En 1843, la diète hongroise, ouverte par l'empereur François en personne, décida que la langue magyare devait être exclusivement employée à l'avenir non-seulement dans la diète, dans les comitats, dans les cours de justice, mais même dans les affaires communales et ecclésiastiques, comme l'enregistrement des actes de l'état civil. Cette décision excita l'indignation et la fureur de toutes les populations slaves du royaume. Déjà Kollár, le poète slovaque, avait proclamé l'idéal du panslavisme. Les Magyars, non contents de défendre leur nationalité contre les Allemands, prétendaient l'imposer aux races voisines. Eux, qui n'avaient à aucun prix voulu se laisser germaniser, prétendaient maintenant magyariser tous les autres.

A la diète de 1847, une nouvelle loi fut proposée, plus rigoureuse encore que la précédente : elle rendait le magyar obligatoire dans toutes les écoles du royaume, même dans celles des contrées slaves. Les Croates pouvaient se servir du latin pendant six ans encore; après ce délai, le hongrois était la seule langue autorisée; quant à l'illyrien, il était proscrit absolument de tout emploi public.

(1) On relira encore avec le plus grand intérêt les articles que M. Cyprien Robert a publiés dans la *Revue* sur le mouvement illyrien (livraisons du 1^{er} novembre 1844 et du 1^{er} novembre 1846).

Les libéraux hongrois se montraient sur ce point les plus intolérans de tous. A leurs yeux, les patriotes slaves étaient des traîtres qui voulaient démembrer la patrie, et ils pensaient sincèrement que le seul moyen de déjouer leurs coupables menées était d'imposer à tous une langue commune, destinée à augmenter la force de cohésion de l'état. Ils ne comprenaient pas que rien n'est plus dangereux pour un pays que d'y faire naître des partis ayant un intérêt supérieur au maintien de l'unité nationale. Les Slaves étaient attachés à la Hongrie par les souvenirs du passé, mais ils l'étaient bien plus à leur nationalité. C'était un étrange aveuglement et une grande imprudence que de les forcer à choisir entre leur patrie et leur race. Quelques-uns le comprenaient parfaitement, entre autres Széchenyi. « Nous autres Magyars, disait-il, dans notre folie nous méconnaissons les Slaves et tout ce qu'ils font en faveur de leur nationalité, parce que nous croyons que leur seul but est de se détacher de la couronne de saint Étienne. Je crois pouvoir affirmer que nous écrasons l'enthousiasme des Slaves d'une façon brutale, avec une sévérité tout orientale, avec une injustice vraiment asiatique. Cela est-il noble, chevaleresque, et cela peut-il bien finir? » En 1848, au moment où la diète voulait imposer aux Croates, à défaut du hongrois, l'usage du latin, le comte Louis Batthyani, le chef de l'opposition, s'écria au milieu des rumeurs hostiles des galeries : « N'est-il pas contraire à toute bonne politique, au sens commun, à tout principe d'équité, de forcer les Croates à faire usage d'une langue morte au lieu de la leur? Ce serait un acte de tyrannie dont l'histoire n'offre pas d'exemple. Des conquérans ont pu imposer aux vaincus leur propre idiome, mais jamais nation n'a été forcée de se servir d'une langue morte. Notre nationalité existe, c'est un fait; ce qu'il faut développer, c'est notre constitution, nos libertés. Sachons nous concilier l'affection de nos frères de la Croatie, et ils réuniront leurs efforts aux nôtres pour assurer la régénération de notre patrie commune. » Ces sages avis ne furent pas écoutés. Les ultra-magyars poussèrent les Slaves à bout par une série de mesures vexatoires, mises en vigueur de 1843 à 1848, afin d'imposer partout l'emploi de leur idiome (1).

(1) Le comte J. Maylath, dans son *Histoire d'Autriche*, parle dans les termes suivans de ces procédés aussi impolitiques qu'injustes : « La situation du pays était aggravée par la triste lutte des idiomes. On voulut tout d'un coup transformer en Magyars 6 millions d'habitans appartenant à d'autres races. S'agissait-il d'un débat d'argent, les tribunaux refusaient de prononcer, si les comptes n'avaient pas été tenus en hongrois. Les pétitions rédigées en allemand ou en slave n'étaient pas même reçues, et les lettres officielles des comitats croates étaient renvoyées, si les adresses étaient écrites en latin. Toutes les inscriptions de mariage, de naissance, de décès, devaient être conçues en hongrois, même dans les communes où nul ne comprenait cette langue. Quand des

On sait comment l'Autriche tira parti de la haine violente que ces mesures firent naître au cœur des Slovaques, des Croates et des Roumains. La guerre de Hongrie de 1849 fut réellement une guerre de langues. Au dernier moment, une députation de Serbes vint prier Kossuth de respecter leur nationalité. « L'état, répondit-il, ne reconnaît dans le royaume qu'une seule nationalité, la nationalité hongroise; toutes les autres agitations prétendues nationales seront écrasées par le fer. » La diète reconnut enfin sa faute quand il était trop tard, et à la veille de se dissoudre, à l'approche des armées russes, elle proclama le principe de l'égalité des droits de toutes les races (*Gleichberechtigung*).

Quel était le programme des Slaves du sud? Dans quel espoir avaient-ils pris les armes pour repousser les Magyars au prix du plus pur de leur sang? Il est facile de répondre à ces questions, car les vœux de ces populations ont été nettement exprimés dans des pièces officielles. Dès la fin de mars 1848, au moment où le mouvement révolutionnaire faisait le tour de l'Europe, une nombreuse réunion de délégués des trois royaumes de Croatie, de Slavonie et de Dalmatie eut lieu à Agram, et formula ses demandes, qui furent soumises à l'empereur; puis la diète, ouverte au mois de juin, exposa les conditions de l'accord à conclure avec la Hongrie. Voici le résumé de ces importants documens (1). Pour former le royaume trinitaire, à la Croatie et à la Slavonie doit se joindre la Dalmatie, car ce royaume, dès les premiers temps du moyen âge, complétait l'unité territoriale des deux autres. Plusieurs des anciens rois de Hongrie ont été couronnés en Dalmatie; le ban faisait des donations dans ce pays; c'est en vertu de ces anciens droits que l'Autriche a obtenu cette province, déjà conquise en 1814 par les régimens croates; enfin le diplôme du couronnement de l'empereur de 1830 reconnaît

extraits des registres de paroisse étaient demandés pour servir à l'étranger, il était interdit d'y joindre une traduction, même à la demande des intéressés. Les pasteurs étaient obligés de prêcher en hongrois un dimanche sur trois, que leurs troupeaux le comprennent ou non. Jusque dans les districts exclusivement slaves, les enfans devaient apprendre par cœur le catéchisme en hongrois. Des prédicateurs magyars étaient imposés aux communes, et celui qui réclamait était battu sous prétexte que la dignité de la nation était compromise. Ces injustices irritaient profondément les pauvres Slovaques, et nul parmi les magnats ne prenait leur parti, sauf le comte Stéphan Széchenyi et moi.»

(1) J'ai trouvé le premier dans le *blue book* concernant les affaires de Hongrie déposé au parlement anglais le 15 août 1850, le second dans un recueil allemand contenant les principales pièces officielles du débat hongro-croate : *Aktenstücke zur Geschichte des Kroatisch-Slavonisch Landtages, herausgegeben von Stephan Pejakovic*. On peut lire aussi sur ce sujet plusieurs études très bien faites, entre autres *Ueber das Selbstbestimmungsrecht der Königreiche Dalmatien, Croatien und Slavonien*, von F. von Pretócki; — *die Kroatische Frage*, Agram, 1867; — *Politische Rückblicke in Bezug auf Kroatien*, von Emeric Bogovic; — *die Gleichberechtigung*, von J. Praus.

l'unité du royaume triunitaire. L'île de Mur, habitée exclusivement par des Slaves, le territoire des régimens-frontières croates et slaves, le district littoral de Fiume et de Buccari, seront incorporés définitivement au royaume triple et un, dont ils ont originairement fait partie. Ce royaume pourra s'adjoindre par un lien fédéral la voïvodie serbe, et entretenir des relations officielles avec les districts slaves de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie. Si les parties de l'ancienne Croatie qui sont actuellement soumises à la Turquie faisaient retour à la couronne de saint Étienne, elles seraient aussi annexées au royaume triple et un.

La nature du lien qui réunit ce royaume à la Hongrie est un sujet extrêmement délicat, sur lequel Croates et Magyars épuisent toutes les recherches de l'érudition et toutes les subtilités de l'interprétation juridique. Les Hongrois prétendent que la Croatie fait partie intégrante du royaume de saint Étienne. Les Croates soutiennent que leur pays est un territoire indépendant, réuni à la Hongrie par un lien fédéral. L'historien Horváth ayant dit que la Croatie était une province acquise par droit de conquête, ce mot suffit pour irriter tous les Slaves du sud et provoquer une foule de réponses indignées. Voici ce qui me paraît résulter de ces débats. La Croatie n'a pas été conquise par la force des armes. En 1102, Koloman, roi de Hongrie, voulant étendre ses frontières jusqu'à l'Adriatique, entra en Croatie avec une forte armée. Les Croates, au lieu de se défendre, envoyèrent au roi une députation de douze chefs choisis dans leurs douze tribus, et un traité fut conclu qui, tout en reconnaissant la suzeraineté de Koloman, assurait au pays une complète indépendance pour l'administration de ses propres intérêts. Le lien entre les deux pays était d'abord fort lâche; mais par suite des progrès de la centralisation, qui eurent lieu ici comme partout en Europe, il se resserra sans cesse. Plusieurs rois de Hongrie se firent couronner à Agram; la Croatie avait une monnaie à elle, les *marturinas*, et des lois spéciales inscrites comme telles dans le *corpus juris*, son ban était investi d'une autorité indépendante et presque souveraine; la pragmatique sanction fut acceptée par la diète croate trois ans avant que celle de Hongrie ne l'eût ratifiée. A partir du xv^e siècle, des députés croates vont, il est vrai, siéger à la diète hongroise; mais les lois votées à Presbourg doivent être ratifiées par la diète d'Agram. Ce n'est qu'en 1790 et 1791 que des lois portent qu'à l'avenir les levées d'hommes et les contributions pour la Croatie seront décidées au sein de la diète hongroise, tout en formant néanmoins un chapitre spécial. Ces impôts devaient être perçus par des agens croates. La Croatie n'envoyait à la diète hongroise, dans la chambre basse, que deux

représentans; mais les chapitres, les trois comitats slavons, les villes royales et le district de Tiropola y avaient aussi leurs députés. Dans la chambre haute siégeaient le ban, qui, parmi les hauts fonctionnaires de la couronne de Hongrie, occupait le troisième rang, les évêques, les ober-gespäne et les magnats croates. On voit que la nature du lien qui unissait les deux pays est très difficile à déterminer. Ailleurs la question eût présenté peu d'importance; ici elle en avait beaucoup, parce que, les Hongrois se plaçant sur le terrain historique pour lutter contre Vienne, c'était précisément sur ce même terrain que les Croates se retranchaient pour repousser les usurpations des Magyars. Lors du vote des malheureuses lois proscrivant l'emploi de la langue slave, le député croate Ossegovitch contesta énergiquement à la diète le droit de légiférer sur une pareille matière, et de toute façon il avait raison.

En 1848, le programme de la diète d'Agram demanda que toutes les affaires fussent décidées par elle, sauf ce qui concernait l'armée, les finances générales et les affaires étrangères, matières réservées à un parlement central. Le ban serait élu par la diète et installé par l'empereur, ce vice-roi administrerait par l'entremise d'un conseil responsable. La langue croate deviendrait l'idiome officiel, et tout fonctionnaire serait tenu de la connaître. Les troupes croates résideraient seules dans le pays, et elles ne pourraient être appelées hors des frontières qu'en cas de guerre. L'évêque deviendrait archevêque, la cour d'appel cour suprême, afin que les affaires ecclésiastiques et judiciaires fussent toutes décidées en dernier ressort dans l'intérieur du royaume. Le droit constitutionnel, criminel et commercial devrait être commun avec la Hongrie. Des députés seraient envoyés aux deux chambres de la diète hongroise, mais les lois qu'on y voterait ne seraient exécutoires qu'après avoir été ratifiées par la diète d'Agram. La grande assemblée non officielle du 13 mars 1848 avait réclamé en outre la consécration de toutes ces libertés auxquelles aspirent les peuples modernes, liberté de la presse, liberté de réunion et d'association, libertés communales, le jury, la responsabilité des juges, l'égalité de tous devant la loi et une garde nationale. En résumé, ce que les Croates voulaient obtenir des Hongrois, c'était exactement la situation que la Hongrie vient de conquérir vis-à-vis de l'Autriche; mais pour eux ce n'était là qu'un premier pas, qu'un moyen d'arriver à réaliser de bien plus vastes espérances. Ils ne songeaient à rien moins qu'à réunir un jour en un seul état toutes les populations slaves du sud soumises actuellement à l'Autriche et à la Turquie, c'est-à-dire à ressusciter l'empire serbe de Douchan le Grand. Aussi cessa-t-on de donner au mouvement national le nom d'illyrien, qui, par les sou-

venirs romains qu'il réveillait, pouvait offenser les Bulgares et les Serbes, et on adopta celui de *yougo-slave*, c'est-à-dire slave méridional, le mot *youg* signifiant le sud.

Peu de temps après, Jellachich donnait le signal de la guerre civile, et lançait sur les Magyars les Slaves des régimens-frontières, dont on exploitait les haines aveugles et l'obéissance passive. Les Croates furent très mal récompensés de leur dévouement à l'Autriche. Il est vrai qu'on réunit à la Croatie le littoral de Fiume et même l'île de Mur; mais on ne lui accorda aucune des libertés qu'elle avait réclamées, et le ministère détesté de Bach leur enleva même l'autonomie, que ses anciennes institutions locales et son union avec la Hongrie lui avaient toujours garantie. Comme les Croates déçus le répétaient amèrement, on leur donnait pour récompense de leur dévouement le même régime qu'on imposait à la Hongrie en punition de sa révolte. Ils étaient préservés des envahissemens des ultra-magyars, mais ils avaient bien plus à se plaindre des tentatives de germanisation de la bureaucratie allemande. L'oppression leur était devenue si insupportable qu'ils saluèrent avec bonheur, eux les soutiens dévoués de l'empire, les défaites de l'armée autrichienne en Italie pendant la campagne de 1859.

En 1861, quand il s'agit d'envoyer des députés au parlement institué par la constitution de février, la diète de Croatie et de Slavonie reproduisit en substance les demandes faites par la diète de 1848 : réunion de la Dalmatie et des régimens-frontières et rétablissement des libertés locales; d'un autre côté, elle se déclarait prête à s'entendre avec la Hongrie pour le règlement des affaires communes. Les motifs de discorde étaient si nombreux que l'accord ne s'établit sur aucun point. La diète d'Agram refusa d'envoyer ses députés à Vienne. Malgré un manifeste très habile et très sensé adressé aux Croates par Deák, l'entente avec les Magyars n'aboutit pas. Enfin la Dalmatie opposait à ses frères de Croatie la même résistance que ceux-ci offraient à toute tentative d'arrangement émanée soit de Pesth, soit de Vienne, et elle préférait envoyer ses représentans au parlement de M. de Schmerling plutôt qu'à la diète d'Agram. Le régime despotique et centralisateur inauguré par M. Bach continua de peser sur la Croatie. Toute l'administration était aux mains d'employés nommés par le gouvernement de Vienne et appuyés par les baïonnettes. L'ancienne organisation des comitats, ce boulevard des libertés, n'était pas plus respectée ici qu'en Hongrie. Les bureaux de la capitale gouvernaient ces contrées, dont ils méconnaissaient les mœurs, les besoins, les aspirations. En 1854, on avait été jusqu'à imposer par un rescrit l'emploi de l'allemand dans les écoles de l'enseignement moyen. C'était encore ce système

absurde qui avait si mal réussi aux Hongrois et qui consiste à forcer une nation à se servir d'une langue étrangère, qu'elle prend par cela seul en horreur.

Les Croates accueillirent avec faveur les projets de fédéralisme du ministère Belcredi; mais quand après Sadowa M. de Beust se résigna au dualisme, leur mécontentement ne connut plus de bornes. La diète d'Agram refusa de se faire représenter au couronnement de l'empereur à Pesth, et elle fut dissoute. Celle qui fut élue pour la remplacer ne se montra pas animée d'intentions plus conciliantes à l'égard de la Hongrie. A l'époque où je visitais la Croatie, au mois de juin 1867, l'agitation était extrême. Chaque jour, quelque incident mettait aux prises les *magyaromanes* et les nationaux. Les partisans de l'union avec la Hongrie étaient assez nombreux, non pas à Agram, mais dans le pays : c'étaient d'abord la plupart des magnats et des grands propriétaires, puis les personnes obéissant à l'influence du pouvoir central, enfin les Italiens de la côte et la grande majorité des habitans des deux villes les plus peuplées et les plus commerçantes, Essek et Warasdin, qui, situées sur les frontières de la Hongrie, entretiennent avec ce pays de nombreuses relations. C'était surtout la question de Fiume qui mettait le feu aux esprits. L'exagération des prétentions opposées la rendait en effet très difficile à résoudre de façon à contenter les deux partis, et ceux-ci y attachaient une importance extrême.

Fiume est une petite ville maritime de 10,000 âmes, située sur l'Adriatique, au fond du golfe du Quarnero. Le port est assez bon, quoique d'un accès difficile; mais comme il n'est relié à l'intérieur du pays par aucun chemin de fer, et que derrière la ville s'élève une chaîne de montagnes qui rend les transports très dispendieux, le commerce ne peut y prendre aucun essor. Les produits de la Hongrie, de la Croatie même, vont à Trieste par la voie ferrée. Fiume est une ville slave dont le nom originaire est Rieka, c'est-à-dire rivière; mais une grande partie de la population a été *italianisée* par suite des relations avec Venise, et l'on y parle généralement l'italien. La Hongrie tient énormément à Fiume, parce que c'est le seul point où son territoire aboutisse à la mer (1), et Fiume

(1) Il nous semble que l'importance que les Hongrois ont attachée à l'annexion de Fiume est tout à fait exagérée. « Il faut nous saisir du littoral, disait Kossuth en 1848, ou nous étouffons. » Sans la mer, entend-on répéter sans cesse, la Hongrie n'a point d'avenir. C'est là une idée tout à fait surannée. Dans les conditions actuelles de l'échange, il n'est point nécessaire qu'un peuple possède des ports lui-même pour faire un grand commerce. Nul pays n'en a relativement un plus considérable que la Suisse, laquelle est située à quarante lieues du point d'embarquement le plus rapproché. L'Allemagne, qui a les excellents ports de Hambourg et de Brême, fait venir une partie de ses importations par Rotterdam, Anvers et le Havre. Les expéditions en transit lèvent

veut être incorporé à la Hongrie; d'abord parce que les Italiens ou plutôt les *italianisés* craignent la propagande ultra-slaviste, ensuite parce que la Hongrie est assez puissante pour réunir à son réseau ferré et aux provinces productrices du blé par un chemin de fer direct ce port, maintenant délaissé. Faudra-t-il donc enlever aux Croates un district complètement enclavé dans leur territoire pour le réunir à la Hongrie, dont il est séparé par toute l'épaisseur de la Croatie?

Jadis le petit canton de Fiume et de Buccari formait, sous le nom de *littus hungaricum*, une annexe de la couronne de saint Étienne, qui était rattachée directement à la Hongrie; mais après la défaite des Hongrois en 1849 le gouvernement autrichien, pour récompenser le dévouement des Croates, leur avait accordé le littoral. A ce moment ceux-ci craignaient qu'il ne leur fût enlevé, et les habitans de Fiume au contraire manifestaient par toute sorte de démonstrations leur volonté d'être réunis à la Hongrie. Pour faire comprendre à quel degré la discorde sévissait jusqu'au sein d'une même cité, je citerai un incident qui l'année dernière passionnait tout le pays. Les étudiants du gymnase ayant chanté des airs patriotiques croates, l'établissement fut envahi et saccagé par la foule furieuse. Le vice-gespann (sous-préfet) Voncina fit arrêter les auteurs du désordre. Un commissaire royal nommé directement par la chancellerie intervint, et donna l'ordre de cesser toute poursuite. De là une irritation extrême dans tout le camp croate. Pour la contenir, on crut devoir remplacer le ban Socsevitch, considéré comme trop national, par le général saxon Gablenz. La publication du journal ultra-croate le *Pozor* fut suspendue, les fonctionnaires trop hostiles aux Hongrois révoqués ou remplacés. Je causai alors avec plusieurs des pèlerins revenus récemment du fameux congrès ethnographique de Moscou. Ils étaient, cela se conçoit, indignés de ce qu'ils appelaient d'odieuses persécutions. « Les Magyars, disaient-ils, n'ont qu'un but: nous enlever notre nationalité, notre langue, notre autonomie. Leur nombre diminue: ils ont peu d'enfans, et ils veulent combler les vides qui se font dans leurs rangs en magyarisant les autres races. Pour y parvenir, ils ne reculeront devant aucun moyen: ils commenceront par la douceur; mais, si nous résistons, ils auront recours à la violence. Vous connaissez leurs réso-

toutes les difficultés. Grâce aux récents traités, l'Europe, sous le rapport commercial au moins, ne fait déjà plus qu'une fédération, et les négocians, pour exporter les produits, choisissent, non les bâtimens nationaux, mais ceux qui naviguent à meilleur marché. Fiume, même réunie à la Croatie, comme l'exige sa situation, n'en restera pas moins ouvert au commerce hongrois, et la Hongrie sera préservée de toute marine militaire.

lutions de 1848, au moment même où ils se posaient en apôtres de la liberté. En Amérique, Kossuth a répété plusieurs fois dans ses discours qu'il avait commis une grande faute en ménageant trop les Slaves (1). Nous espérions que l'Autriche nous défendrait. Pour conserver l'unité de l'empire, nous avons versé notre sang à flots. On vous parlera des vingt mille veuves des confins militaires, et ce n'est pas exagéré. Aujourd'hui, après avoir coupé l'empire en deux, on nous livre à la merci de ces mêmes Hongrois qu'on nous a fait égorger autrefois. On nous accuse d'être partisans de la Russie. Il faut s'entendre : nous ne désirons point du tout être soumis au régime russe; nous voulons jouir de toutes les libertés modernes, et nous croyons notre pays assez sage pour en faire un bon usage. Nous admirons le patriotisme des Hongrois, leur éloquence, leur bravoure; nous suivons avec intérêt les efforts qu'ils font pour le développement de leur littérature, de leur industrie, de leurs libres institutions. Nous n'oublions pas que pendant huit siècles nous avons partagé la même destinée dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Nous sommes toujours prêts à leur tendre une main fraternelle; néanmoins, s'ils essaient encore de nous ravir notre nationalité, qu'ils prennent garde à eux. Nous sommes un petit peuple, mais nous appartenons à une grande race. Plutôt que de nous laisser enlever notre langue et notre caractère propre, c'est-à-dire ce qui est notre génie, notre sang, notre vie, nous nous jetterions dans les bras de la Russie, cela est vrai, car la liberté politique, nous finirions toujours par la conquérir, tandis qu'une nationalité morte ne ressuscite pas. Il dépend des Magyars de ne point nous pousser à cette extrémité; qu'ils accordent à Agram ce que Pesth a obtenu de Vienne, et nous serons les défenseurs les plus dévoués de la couronne de saint Étienne. Sinon, voyez la statue élevée à Jellachich sur la grand'place de notre capitale Zagreb, qu'à la suite des Allemands vous appelez Agram. Le cheval du ban se dirige vers le nord, et Jellachich, de la pointe de son épée, montre les plaines de la Hongrie. C'est le chemin que suivraient

(1) Il est possible qu'en Amérique Kossuth ait dit quelques mots dans ce sens en faisant allusion aux excès commis par les régimens-frontières; mais, pour être juste, il faut constater que dans tous ses discours il s'est montré favorable au développement de la nationalité croate. « Ce n'est qu'à la condition d'avoir pour voisine une Hongrie libre que les Slaves du sud peuvent espérer un libre développement de leurs individualités nationales, lesquelles nous, Hongrois, nous désirons voir surgir, et auxquelles nous sommes disposés à prêter aide et assistance. La Hongrie est le boulevard de l'Europe contre le panslavisme, mais elle est aussi l'alliée naturelle des nationalités croate, serbe et valaque; de même, sans une Hongrie libre, jamais la Pologne et la Bohême ne pourront reconquérir leur nationalité perdue. » Telles sont les remarquables paroles prononcées par Kossuth en 1858 en Angleterre.

un jour les Slaves du sud, en passant sur le corps des Magyars, pour s'unir à leurs frères du nord. Avec eux ou contre eux, nous marcherons à l'accomplissement de nos glorieuses destinées. » Les sentimens que ces paroles expriment se sont calmés sans doute par suite de la modération et de l'habileté du ministère hongrois, mais elles rendent bien la pensée intime de toute la nation.

Les prêtres étaient et sont encore à la tête du mouvement national. Ils suivent l'impulsion d'un prélat éminent, M. Strossmayer, évêque de Diakovar. Ce personnage est l'homme le plus populaire des trois royaumes; nous avons rencontré son portrait partout. Il s'est dévoué depuis longtemps au développement des lettres nationales. C'est lui qui a dirigé la souscription destinée à fonder une académie à Agram, il a donné lui-même 125,000 francs, et, nommé président de l'institution nouvelle, il a prononcé le jour de l'inauguration, le 31 juillet 1867, un discours où il a exposé en termes éloquens et simples l'idéal des Yougo-Slaves. Il favorise la diffusion de l'instruction dans le peuple et l'érection d'écoles, parce qu'il sait que c'est le meilleur moyen de fortifier la nationalité slave. Les prêtres croates catholiques diffèrent beaucoup de ceux de l'Occident. Ils sont encore, comme le clergé inférieur hongrois, plus dévoués à leur nationalité qu'à Rome. Ils ont des allures indépendantes et fières. Vêtus d'un pantalon collant avec soutaches, de bottes à la hongroise, d'une redingote serrée à brandebourgs, ils ont un air très martial. Ils vivent joyeusement et détestent les jésuites. Ils ont demandé, et l'assemblée de 1848 a réclamé aussi pour eux, l'autorisation de dire la messe en langue vulgaire et de se marier. Ils voient à côté d'eux leurs collègues grecs unis, également soumis à Rome, avoir femme et enfans comme aux premiers temps de l'église, et ils ne comprennent pas pourquoi ils ne pourraient faire de même. Le concordat a jeté une teinte de rigorisme sur leur existence facile, qui ne différait guère de celle des laïques. Même les bals qui se donnaient au palais épiscopal ont complètement cessé, au grand regret de la jeunesse élégante d'Agram. En causant avec les différens ecclésiastiques que j'ai rencontrés, j'ai toujours été presque effrayé de l'extrême violence de leurs sentimens patriotiques. « Je leur prêche en vain la modération, me disait avec tristesse et les larmes aux yeux le vénérable évêque d'Agram, M. Haulik; ils ne m'écoutent pas. Mes chanoines mêmes m'abandonnent pour se jeter dans le mouvement. » En 1848, M. Haulik avait défendu avec énergie au sein de la première chambre de la diète de Pesth les droits de la Croatie; en 1867, son origine hongroise, ses admonestations inspirées par la prudence et par l'amour de la patrie commune, suffisaient à le rendre suspect.

La puissance des prêtres est bien grande partout, principalement chez les peuples encore jeunes. Ils sont ses véritables, ses seuls instituteurs, dans toute la force de ce beau mot. Ils entrent dans toutes les demeures; ils y pénètrent à l'instant où les plus graves évènements de l'existence, la naissance, le mariage, la mort, attendrissent l'âme humaine; ils ont à parler non de ce qui nous courbe vers la terre, des soucis de la vie matérielle, mais de ce qui nous transporte dans la sphère des idées générales et des intérêts spirituels. Sortis du peuple, ils se servent de sa langue; ils savent quels sont ses préjugés, ses passions, ses vœux; ils connaissent de près chaque famille, et n'ignorent pas quel est le mobile qui doit déterminer ses résolutions. Le poète lance le mouvement national, l'homme d'état en formule les exigences; mais le prêtre lui conquiert le peuple. C'est pour ce motif que dans ces derniers temps, en Autriche, on trouve partout des évêques à la tête du mouvement des nationalités: en Bohême et en Moravie, les évêques de Prague et de Brünn, mais ceux-ci ultramontains et n'appuyant l'agitation tchèque que pour faire opposition au ministère libéral, en Transylvanie, Tchaguna, évêque du rite grec, travaillant à réveiller les Roumains, enfin Strossmayer entraînant les Yougo-Slaves, sans refuser l'appui même des popes serbes. Le séminaire est en tout pays un centre d'action formidable, parce qu'on y forme des hommes réunissant deux qualités qui s'excluent d'ordinaire, l'obéissance passive d'un caporal de Frédéric II et l'enthousiasme fanatique d'un séide de Mahomet. C'est dans les séminaires que le mouvement des nationalités a puisé cette force d'expansion qui le répand partout dans le bassin du Danube. Heureux les peuples dont les prêtres favorisent les progrès! Ceux à qui manque ce privilège auront bien de la peine à voir leurs vœux s'accomplir. Le despotisme appuyé sur l'église est un obstacle qu'on ne renverse qu'au prix d'efforts si violents, qu'ils dégoûtent de la liberté toute nation qui n'éprouve pas pour elle cet amour plus fort que la mort dont parle l'Écriture.

Depuis l'an dernier, des incidens nouveaux ont fait entrer la question croate dans une phase d'apaisement. La diète récalcitrante de 1867 a été dissoute et la loi électorale modifiée par un rescrit royal, contrairement aux droits du pays, disent les Slaves. Le gouvernement n'a pas hésité à faire usage de son influence, et le résultat a été qu'il a obtenu la majorité au sein de la nouvelle assemblée. Seize députés de l'opposition ont déposé une protestation contre les actes illégaux du ministère et se sont retirés ensuite, laissant leurs places vacantes. La diète a nommé une délégation qui, réunie à une autre délégation de la diète hongroise, vient d'arriver, il y a

quelques jours, après une longue élaboration, à un compromis dont la rédaction a été confiée à M. Zuvitch, et qui sera soumis plus tard aux diètes des deux pays intéressés. Afin de bien établir la parité des droits, le texte de l'*Ausgleich* hongro-croate est écrit dans les deux langues en regard l'une de l'autre. On connaît les principales conditions de ce traité. La Croatie conserve sa diète, qui réglera souverainement toutes les affaires qui la concernent, sauf ce qui est d'intérêt général, l'armée, les douanes, les finances. Pour ces affaires communes, la Croatie enverra trente et un députés au parlement de Pesth. Celui-ci aura donc à tenir des séances spéciales où les députés croates prendront part à la discussion et au vote. Ce système est beaucoup meilleur que celui des délégations austro-hongroises. Il est plus simple. Les deux partis peuvent échanger leurs idées de vive voix. C'est presque une organisation fédérale, et on est resté fidèle aux précédents historiques. D'ailleurs le parlement anglais vote aussi des lois, tantôt pour les trois royaumes, tantôt pour l'Angleterre ou pour l'Irlande seulement. Fiume enverra des députés et à Pesth et à Agram. Des revenus de la Croatie, 45 pour 100 seront réservés aux dépenses particulières du pays; le surplus sera versé dans la caisse commune. La Hongrie interviendra pour faire obtenir au royaume trinitaire son intégrité territoriale, c'est-à-dire l'annexion des confins militaires et de la Dalmatie. En résumé, la Croatie occupera vis-à-vis de la Hongrie une position assez semblable à celle que la Hongrie occupe vis-à-vis de l'Autriche. Les Croates ont lieu d'être satisfaits. Les Magyars, si avides de domination autrefois, n'ont reculé aujourd'hui devant aucune concession. Ils ont voulu faire honneur à cette sage parole de Deák disant aux Slaves méridionaux : « Voici un blanc seing, inscrivez-y vos conditions. Nous les acceptons d'avance. Sauf le démembrement du royaume de saint Étienne, auquel nous n'aurions pas le droit de consentir, nous ne refuserons rien. »

III.

Pour résoudre la question des nationalités en Hongrie, les Magyars doivent abandonner cet esprit de propagande intolérante au profit de leur langue qui, en 1848, a soulevé contre eux toutes les tribus slaves. Je sais bien que l'intolérance armée du fer et du feu a jadis atteint en plus d'un pays le but qu'elle se proposait, mais aujourd'hui elle n'est plus de mise. Tous les hommes de notre temps, même, j'aime à le croire, les partisans de l'inquisition, sont devenus trop humains pour que l'emploi des moyens impitoyables,

les seuls qui aboutissent, soit encore possible. La Hongrie a besoin du dévouement de toutes les races qui habitent son territoire. Si la plus nombreuse de toutes, celle des Slaves, était rejetée par des mesures maladroites dans une hostilité irréconciliable, toute guerre extérieure mettrait l'existence du pays en danger. On a vu ce qu'il en a coûté à l'Autriche d'avoir contre elle la haine des Italiens et l'opposition des Hongrois. Ceux-ci doivent surtout renoncer à imposer leur langue. Elle a des qualités incomparables, je le veux bien; mais elle est parlée par un trop petit groupe d'hommes, elle est ignorée de l'étranger, et elle ne se rattache par aucun lien aux idiomes indo-germaniques des autres nations européennes : *sine matre et sine sororibus*, comme l'a dit autrefois un écrivain magyar. Ceux de qui elle n'est pas la langue maternelle n'ont donc aucun intérêt à l'apprendre, et il est fort injuste de les y obliger. Les Hongrois ont attaché, nous semble-t-il, une importance exagérée à ces questions d'idiome. En Belgique, une société de littérature flamande qui a rendu de grands services à sa cause avait pris pour devise : *de taal is gansch het volk*, la langue est toute la nation. Cette maxime si énergique n'est vraie qu'au début d'un mouvement national : elle cesse de l'être à mesure qu'un peuple avance. La langue, chose matérielle, simple combinaison de sons, ne doit être qu'un moyen, non un but. Tant qu'elle est le moyen de faire pénétrer l'instruction chez un peuple, de le relever, de l'éclairer, on ne peut faire trop de sacrifices pour la cultiver et en répandre l'emploi; mais il ne faut pas oublier que le but est la civilisation, c'est-à-dire le bien-être, les lumières, la moralité de tous. Un Chinois qui reconnaîtrait que sa langue maternelle est un mauvais instrument de la pensée se hâterait d'en changer, s'il était raisonnable. Les Allemands qui émigrent en Amérique parlent bientôt l'anglais, et leurs enfans sont de parfaits *Yankees*. Sont-ils très à plaindre parce qu'ils ont abandonné la langue de Goethe pour celle de Shakspeare? Les populations peu nombreuses qui parlent un dialecte particulier, comme les Hongrois, les Hollandais, les Danois, ont un désavantage évident : elles sont isolées du mouvement général des esprits, et elles s'en apercevraient bientôt, si la connaissance très générale de l'allemand et du français ne les rattachait aux autres peuples. Aussi je comprends les efforts tentés de différens côtés pour faire prévaloir les grandes langues littéraires, le français, l'italien, l'anglais, l'allemand et le slave. Je m'étonne, je l'avoue, quand je les vois proscrire pour assurer l'emploi exclusif et jaloux du dialecte national. C'est là un tort des Hongrois qui s'explique au reste par la résistance qu'ils ont dû opposer aux empiétemens de la cour de Vienne. Luttant contre

les Autrichiens, ils ont été entraînés à proscrire leur langue, sauf à la remplacer par le français autrefois, par l'anglais maintenant, depuis que c'est à l'Angleterre qu'il faut demander des exemples de liberté politique. Aujourd'hui que les Hongrois n'ont plus à combattre l'Autriche pour conserver leur indépendance, ils devraient revenir à l'allemand, et l'enseigner même dans toutes les écoles populaires, comme on apprend le français en Hollande et en Allemagne, sans croire qu'on porte atteinte à la nationalité. Presque tous les Hongrois parlent déjà l'allemand. C'est par cette langue qu'ils peuvent entretenir des relations avec le reste de l'empire, avec les autres nationalités, avec la science européenne; il est donc indispensable d'en répandre autant que possible la connaissance approfondie.

Dans son beau livre sur la question des nationalités, le ministre actuel de l'instruction publique, M. Eötvös, a bien indiqué, nous semble-t-il, comment il fallait la résoudre dans les limites mêmes de la Hongrie. Il n'admet pas qu'il faille diviser le pays en cantons dévolus à telle ou telle race et dont la langue officielle serait fixée par le parlement. Celui-ci, dit-il avec raison, se rendrait odieux à tous ceux qui se prétendraient sacrifiés. La mesure serait presque inexécutable partout où des populations d'origine différente vivent entremêlées. Mieux vaut abandonner ce point aux décisions des administrations locales. Les comitats, les communes, les différens cultes, choisiront la langue qu'ils voudront. Droit égal pour tous, voilà le principe qu'il faut consacrer, et dans un pays aussi décentralisé que la Hongrie il est facile de l'appliquer. La question des idiomes aurait pu se soulever aussi en Suisse et en Belgique, car en Suisse trois langues sont en usage, le français, l'allemand et l'italien, et deux en Belgique, le français et le flamand ou néerlandais. Jusqu'à présent il ne s'est présenté aucun conflit sérieux, précisément parce que la loi laisse chacun libre de faire usage de la langue qu'il préfère. Si l'une ou l'autre avait été rendue obligatoire, si surtout les pouvoirs publics s'étaient efforcés de faire prévaloir l'une d'elles considérée comme officielle, les mêmes antagonismes, les mêmes hostilités qu'en Hongrie n'auraient pas manqué de se produire. A la diète de Pesth, la seule langue dont la loi autorise l'emploi est le hongrois. Cette prescription est impolitique, et, quoi qu'en disent les Magyars, point du tout nécessaire. Proclamez la liberté des idiomes, quel inconvénient en resultera-t-il? Un orateur emploiera l'allemand détesté : soit; mais, tout le monde le comprenant fort bien, la discussion n'en souffrira pas. Quelques-uns s'exprimeront peut-être en serbe ou en roumain, afin de porter leur dialecte national à la tribune; mais quiconque aura un but sé-

rieux et voudra agir sur l'assemblée se servira évidemment de l'idiome qu'elle comprend. S'agit-il du procès-verbal, qu'on prenne un sténographe qui sache le roumain et le serbe, ou deux sténographes, et toute difficulté disparaît. Dans les séances du congrès international des sciences sociales auxquelles j'ai assisté, j'ai entendu parler tour à tour français, italien, allemand, anglais, espagnol et hollandais. Ceux qui ne comprenaient pas étaient libres de ne pas écouter, et il n'y avait pas d'idiome officiel humiliant les autres de ses prérogatives légales. En Belgique, les députés flamands ont le droit de se servir au parlement de leur langue maternelle; mais, comme ils ont l'avantage de parler deux langues qui leur ouvrent l'entrée, l'une du monde latin, l'autre du monde germanique, ils ont le bon goût d'employer celle que comprennent leurs collègues wallons. Proclamez la liberté, supprimez toute exclusion, et cette question, qui a fait couler des flots de sang, qui a failli causer la perte de la Hongrie, se réduira à une simple affaire de courtoisie qui, entre gens comme il faut et éclairés, sera bientôt réglée.

Dans l'arrangement qui va se conclure avec la Croatie, les Hongrois ont sagement renoncé à cet esprit de prosélytisme hautain et tracassier qui les a perdus en 1848; mais ce n'est pas assez. Leur intérêt leur commande de favoriser par tous les moyens ce mouvement yougo-slave qu'ils ont tout fait jusqu'à présent pour étouffer. Ils doivent appuyer les demandes que les Croates adressent à Vienne afin d'obtenir la reconstitution territoriale du royaume triunitaire par l'annexion des confins militaires et de la Dalmatie. Ils doivent contribuer à la fondation à Agram d'une université slave, qui puisse devenir le foyer du progrès littéraire et scientifique de ces contrées, et qui étendra son influence jusqu'au-delà de la Save. Il faut aussi qu'ils soutiennent les clergés catholique et grec dans leurs efforts pour acquérir plus d'instruction et plus d'indépendance. C'est en agissant ainsi qu'ils se fortifieront, qu'ils grandiront, qu'ils rendront à leur patrie ses anciennes limites, et qu'ils deviendront véritablement les représentants de la civilisation en Orient.

Plusieurs Hongrois influents et éclairés des deux partis m'ont répondu: « Nous ne désirons aucune extension territoriale, nous avons assez de terres et trop de Slaves. » Je comprends ce langage: la conquête en effet est une idée barbare. Les despotes ont intérêt à s'annexer des provinces nouvelles, parce qu'elles fournissent des soldats à leurs armées et des revenus à leur trésor; mais les nations libres, dès qu'elles ont de bons traités de commerce, n'ont plus rien à gagner à l'agrandissement de leur territoire; les plus petites

sont les plus heureuses. Saint-Marin et le val d'Andorre sont les édens de l'Europe. Si donc la Hongrie pouvait simplement conserver ses limites actuelles, nous n'aurions qu'à l'en féliciter; mais le pourra-t-elle? Non, l'affaîssement de l'empire turc et les mouvemens des Yougo-Slaves ne le lui permettront pas. L'éternelle question d'Orient la saisira malgré elle. Je crois qu'il est permis d'affirmer que la solution de cette question est entre les mains, non, comme on le répète, de la France, de l'Angleterre ou de la Russie, mais de la Hongrie, et que l'issue qu'elle aura dépendra de la politique suivie à l'égard de la Croatie. Ce point est si important pour l'Europe tout entière qu'il mérite quelques développemens.

IV.

L'empire ottoman tombe. Sa chute est irrémédiable. Elle est lente, mais continue; rien ne l'arrête, les réformes même la précipitent, et ce qui devrait sauver le croissant achève de le perdre. Il y a deux siècles à peine, les Turcs faisaient trembler l'Europe, et lançaient leurs janissaires jusqu'au cœur de notre continent; aujourd'hui, sans l'appui de certaines puissances chrétiennes, ils n'auraient qu'à reprendre le chemin de l'Asie. Leur territoire diminue sans cesse; ils ont perdu successivement la Hongrie, la Transylvanie, la Grèce, la Moldavie, la Valachie, la Serbie. Ce qui est bien plus grave, leur nombre décroît plus rapidement encore que leur territoire. Combien reste-t-il de Turcs en Europe? Une poignée, peut-on dire, 1 million 1/2 en 1861, suivant la Société géographique de Vienne, 1 million suivant d'autres calculs. En Bosnie, il n'y a d'autres Turcs que les fonctionnaires; les mahométans, qu'on rencontre au nombre de 400,000, sont des Slaves qui ont embrassé autrefois l'islamisme pour échapper aux persécutions des vainqueurs; mais ils n'ont cessé de détester ceux-ci, et ils sont toujours les premiers à se révolter contre eux. Dans la Dobrudja, il y a un groupe compacte d'Osmanlis; il s'en trouve aussi dans quelques villes de la Roumélie et de la Bulgarie, mais ils fondent avec une rapidité qui étonne. Le lieutenant-colonel Peale, consul d'Angleterre en Bulgarie, affirmait en 1864 que dans la partie de cette province au nord du Balkan leur nombre avait diminué de plus de 100,000 en dix ans. A ce compte, avant un demi-siècle, il n'en restera plus du tout. Le Turc ne manque pas de certaines qualités, et beaucoup de voyageurs le préfèrent au Grec; toutefois il n'a point du tout celles qui font la force des états modernes. Il ne travaille pas et se multiplie peu. C'est tout le contraire de l'Anglo-Saxon, qui couvre le globe entier de sa progéniture et remue les eaux et la terre sous toutes les

latitudes. Le Turc a horreur du changement et n'aime que le repos; l'Américain ne rêve que progrès et ne se plaît que dans le mouvement; l'immobilité, qui fait le bonheur du premier, tuerait le second. Un *Yankee* a gagné 1 million de dollars : c'est pour lui, non le moyen de bien vivre, mais une première mise de fonds pour en gagner d'autres. Pourvu que le Turc ait son plat de pilau, il passera la journée à faire le kief. Je ne déciderai pas lequel des deux est le plus sage; néanmoins il est certain que l'un conquerra l'Occident la pioche à la main, tandis que l'autre achèvera de perdre l'Orient le tchibouc aux lèvres. Ce résultat sera amené non par suite d'insurrections armées, mais par l'effet irrésistible des lois économiques.

Qu'advient-il après? Naguère, quand on n'avait égard qu'aux convoitises des souverains, on parlait de partager l'empire turc entre les grandes puissances. Depuis que les vœux des peuples commencent à se faire entendre, ces plans de partage sont abandonnés. L'Angleterre, qu'on accusait de vouloir s'emparer du Péloponèse ou de Candie, vient de prouver combien elle tient peu à des possessions peuplées de races hostiles en donnant à la Grèce les îles ioniennes enrichies, civilisées sous son excellente administration. La France doit être, semble-t-il, refroidie à l'égard des expéditions lointaines, et l'Algérie offre un champ assez vaste à son activité. Restent la Russie, qui voudrait, dit-on, prendre tout, et l'Autriche, qui affirme ne vouloir rien. Quoi qu'il en soit, les héritiers naturels des Osmanlis sont les populations slaves et grecques, les anciens propriétaires du territoire. Les Slaves sont au nombre de 8 millions environ, les Albanais ou Chkipétars, plus qu'à moitié Slaves aussi, de 1 million et demi, et les Grecs de moins de 1 million.

Les Yougo-Slaves ont derrière eux un passé qui, par ces effets de mirage dont se consolent les nations opprimées, est devenu l'idéal d'avenir sur lequel se fixent tous les yeux. Dès les temps les plus reculés, même avant la domination romaine, des tribus slaves ou slovènes semblent avoir occupé tout le pays qui s'étend au sud du Danube et de la Drave, depuis les sources de cette rivière jusqu'à la Mer-Noire. Au VII^e siècle, les Serbo-Croates, appelés par l'empereur Héraclius, s'y établirent aussi, et par suite de leur caractère belliqueux acquirent une prépondérance complète. De 867 à 889, les deux apôtres des Slaves, Cyrille et Méthode, les convertirent au christianisme ainsi que les Bulgares. Ces populations continuèrent longtemps à mener leur existence primitive sous l'autorité de chefs élus, les *joupan*s. Elles formaient ainsi une foule de petites républiques indépendantes reposant sur la communauté des terres, ce

qui est encore à peu près le régime en vigueur dans ce pays. De la joupanie de Zeta, près du lac d'Ochrida, sortit enfin une famille qui eut assez de vigueur et d'esprit de suite pour réunir les autres joupanies sous sa loi. Ce fut celle des Nemanja. Étienne Nemanja établit la forme monarchique. Après avoir conquis toute la péninsule jusqu'à la Save et au Danube, sauf le petit territoire conservé par l'empire byzantin, il mourut tsar de l'empire serbe en 1195. Le tsarat de Serbie parvint à l'apogée de sa puissance sous Étienne Douchan, surnommé *Silni*, le Fort. Ce grand homme soumit l'Albanie, la Macédoine, battit les Hongrois, fortifia Belgrade, donna un excellent code de lois à ses peuples, fit régner partout la sécurité, encouragea les arts, et voulut enlever Byzance à ses maîtres dégénérés, afin de défendre, au moyen de ses vaillans guerriers, le Bosphore et toute la péninsule contre les Turcs, déjà établis à Brousse. Après sa mort, survenue en 1356, à un jour de marche de Constantinople, l'anarchie éclata entre les grands vassaux. Le tsar Lazar, trahi par Vouk Brancovitch, perdit la bataille de Kossovo (1389), qui livra l'empire serbe aux Turcs, comme Mohacz devait leur donner la Hongrie.

La défaite de Kossovo a été un malheur immense pour l'Orient. La domination turque a arrêté net le développement de la civilisation yougo-slave, qui au XIII^e siècle n'était pas inférieure à celle de l'Europe centrale. La Serbie entretenait un commerce important avec l'Italie par ses ports de la côte illyrienne. Des villes florissantes s'étaient élevées là où il ne reste plus aujourd'hui que de misérables hameaux. Des manuscrits, des bijoux, des monnaies, des églises encore debout, prouvent que la culture des arts avait pénétré dans le pays, parcouru dans tous les sens par les marchands étrangers. Les tsars de la dynastie des Nemanides épousaient des filles des patriciens de Venise, des rois de Hongrie et des empereurs de Constantinople. C'est cette antique civilisation serbe que les Yougo-Slaves veulent faire renaître en effaçant toutes les traces du sanglant et lamentable épisode de la domination du croissant. Un travail profond s'accomplit chez toutes ces populations, demeurées courbées sous le joug affaibli, mais maladroit et lourd, des pachas. Le sentiment national les a réveillées; les mêmes espérances les unissent. Les Bulgares tendent la main aux Serbes, et les indomptables Monténégrins aspirent à se joindre à eux. Malgré certaines nuances de dialecte, tous se comprennent. En Bosnie, les Slaves mahométans tiennent plus à leur race qu'à leur culte, et sont les ennemis les plus impatiens des Osmanlis. Le clergé national se dérobe à l'influence démoralisante des évêques phanariotes que la Porte leur impose. Les paysans mêmes se montrent avides

d'instruction, et partout où s'établit une école, fût-elle ouverte par les missionnaires américains ou écossais, ils y envoient leurs enfants. Les ballades patriotiques des Serbes sont chantées partout. Le travail se fait mieux, le goût de l'épargne s'introduit; sans la crainte du fisc, l'aisance suivrait. Les Bulgares, chez qui un peu de sang touranien se mêle au plus pur sang slave, forment un peuple modèle. Ils sont très laborieux, très propres, honnêtes, chastes, persévérans; on ne leur fait qu'un reproche, c'est d'être trop doux et trop soumis. Le Serbe, comme le Monténégrin, est plus belliqueux, plus avide d'indépendance, plus occupé de politique; c'est de lui que part l'agitation nationale dont les flammes contenues agitent toute la péninsule. L'isolement dans lequel vivent ces peuples, par suite de la difficulté des communications, arrête leur progrès et prolonge leur repos; mais que le chemin de fer récemment concédé (1) de Belgrade à Constantinople, avec embranchement sur Salonique, se construise, et l'émancipation des Yougo-Slaves de la Turquie, certaine en tout cas, est hâtée d'un demi-siècle. Les étonnans progrès accomplis par la Serbie indépendante dans l'espace de dix ans montrent tout ce que l'on peut attendre de ces populations intelligentes, et le jeune Milano, élevé au foyer d'un philosophe français, ne sera pas moins utile à son pays que l'infortuné prince Michel.

La Hongrie ne peut rester indifférente à ce grand mouvement qui s'accomplit sur sa frontière et qui intéresse à un si haut degré plusieurs de ses provinces; mais que fera-t-elle? S'y montrera-t-elle hostile, comme elle l'a fait jusqu'à ce jour? Elle ne parviendrait pas

(1) Cette ligne de chemin de fer vient d'être concédée à une compagnie belge par l'entremise d'un magnat hongrois sans cesse occupé de tout ce qui intéresse le développement matériel de son pays, M. le comte Edmond Zichy. L'année dernière déjà, M. J. von Hahn, consul d'Autriche en Grèce, avait publié une étude extrêmement instructive sur cette ligne, qui ne peut manquer de devenir l'une des grandes artères du commerce européen. Pour toute l'Europe centrale, ce sera la ligne la plus courte vers Alexandrie et l'Inde. Prolongée jusqu'au Pirée, elle l'emporterait sur Brindes, même pour un voyageur partant de Londres. Il y a d'Alexandrie au Pirée 511 milles marins, à Salonique 679, à Brindes 835, à Trieste 1,237, à Marseille 1,425. Salonique est donc plus rapprochée d'Alexandrie que ne l'est Marseille de 755 milles. Un vapeur faisant environ 10 milles marins à l'heure, la malle arriverait à Salonique 75 heures plus tôt qu'à Marseille et à Londres avant de toucher ce dernier port. Avec le prolongement jusqu'au Pirée ou jusqu'à Monembasia dans le Péloponèse, à 482 milles de l'Égypte, l'avantage devient encore bien plus notable. Pour les trajets rapides, il faut gagner la terre le plus tôt possible. L'ouverture de cette magnifique voie, dit M. von Hahn, ferait de Pesth et de Belgrade les principales étapes du commerce avec l'Orient, et rendrait la vie à toute la Turquie d'Europe. Par Constantinople, la Mer-Noire, le chemin de Tiflis à Poti en construction, la mer Caspienne et par une voie ferrée à ouvrir le long du Syr-Daria, en moins de quinze jours on irait aux Indes. Si nous étions aux États-Unis, il ne faudrait pas quatre ans pour réaliser ce rêve.

à en empêcher le triomphe final; elle ne réussirait qu'à s'aliéner ses Slaves à elle, qui n'attendent que l'occasion de se joindre à leurs frères de l'autre côté de la Save, fût-ce avec l'appui de la Russie. Pour éviter cette funeste extrémité, elle est obligée, malgré elle peut-être, de favoriser le mouvement national des Slaves méridionaux en Croatie d'abord, au-delà du Danube ensuite. Serait-elle donc amenée alors à inquiéter le gouvernement turc et à pousser ses sujets chrétiens à la révolte? Aucunement. Il suffit de mettre plus à la portée de ceux-ci tous les élémens de la civilisation, l'instruction, les livres, les chemins de fer et les connaissances pratiques qui rendent le travail plus fructueux. Ce qui assure l'affranchissement de ces populations, c'est que leur cause se confond avec celle de la civilisation moderne, et qu'il faudrait anéantir celle-ci pour maintenir leur asservissement.

La Hongrie doit abandonner la vieille politique de l'Autriche, qui fut longtemps aussi celle de l'Angleterre, et qui consistait à comprimer le développement des raïas de la Turquie pour éviter la dislocation de l'empire ottoman. Cette politique, à laquelle lord Palmerston et lord Stratford de Redcliffe se sont dévoués avec une énergie et une obstination sans pareilles, est aujourd'hui condamnée par tous les hommes d'état anglais qui savent prévoir l'avenir, et par tous les voyageurs anglais qui récemment ont visité cette région. Le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, lord Stanley, résumait naguère de la façon la plus nette les idées qui ne tarderont pas à prévaloir à ce sujet en Angleterre. « Je ne puis m'expliquer que par l'empire qu'exercent d'anciennes traditions diplomatiques la résolution de nos vieux hommes d'état de soutenir toujours les Turcs, qu'ils aient tort ou raison. Nous nous faisons des ennemis de races qui avant peu domineront en Orient. Je pense que nous arrêtons ainsi le progrès de contrées dont l'amélioration profiterait à nous, qui sommes les grands-commerçans du monde, plus qu'à tout autre pays. Il m'est impossible de voir l'avantage actuel ou futur que nous pouvons retirer de notre conduite. » Je n'insisterai pas sur ce point, que M. Saint-Marc Girardin a développé dans la *Revue* avec un éclat et une abondance d'informations qui dispensent d'y rien ajouter.

J'en veux seulement conclure que dans la question d'Orient la Russie est la seule puissance dont la politique ait été intelligente, suivie, prévoyante, et, pourquoi ne pas le dire? humaine. Elle n'était pas désintéressée, objectera-t-on. Je l'admets; mais en accusant ses visées ambitieuses croit-on effacer le souvenir des services qu'elle a rendus? La Russie envoie aux Serbes, aux Bulgares, aux Bosniaques, aux Monténégrins, des souscriptions pour bâtir des églises et

fonder des écoles, des livres pour les bibliothèques, des vases sacrés, des ornemens pour la célébration du culte. L'impératrice soutient une école de jeunes filles à Savayevo; quand les raïas sont victimes de quelque injustice par trop criante, l'empereur réclame pour eux. Ainsi donc, tandis que les autres puissances compriment, comme le dit lord Stanley, l'essor des populations yougo-slaves, la Russie le favorise en encourageant tous les progrès de la civilisation. Et l'on s'étonne qu'elles se montrent reconnaissantes envers la Russie, tandis qu'elles se défont de l'Angleterre et de la France, et détestent l'Autriche! Un enfant a deux protecteurs : l'un le rudoie et le maintient dans la misère et l'ignorance, l'autre le caresse, l'instruit et s'efforce d'en faire un homme. Avez-vous lieu de vous indigner quand il s'éloignera du premier pour s'attacher au second? On fait juste ce qu'il faut pour susciter le panslavisme, et quand il apparaît, on le couvre d'injures et de malédictions, ce qui exaspère le mal sans le guérir. Détruisez les causes, et le mal se dissipera.

Si la Hongrie établissait avec la Russie, non une stérile et irritante lutte d'influences à Constantinople, mais une généreuse et féconde rivalité au-delà du Danube à qui rendrait aux raïas le plus de services, la Hongrie l'emporterait certainement dans ce concours dont le prix serait la reconnaissance d'un peuple malheureux et qui ne mérite pas de l'être. D'abord elle trouverait un moyen d'action infaillible, irréprochable et prompt dans le développement intellectuel et matériel de la Croatie satisfaite, qui deviendrait un foyer rayonnant partout où se parle l'illyrien. En second lieu, le plan qui a le plus d'adhérens au sud du Danube est celui qui consiste à fonder une puissante fédération par l'union avec les Hongrois et les Moldo-Valaques. En troisième lieu, la proximité, la frontière commune du Danube et de la Save, font naître des nécessités géographiques dont il est impossible de ne pas tenir compte. Enfin, raison plus forte que toutes les autres, la Hongrie représente la liberté, et la Russie le despotisme. Le génie des Slaves les porte à des institutions républicaines, communistes et fédératives, à des autonomies locales, et si jusqu'à présent ils ont été partout asservis, c'est justement parce qu'ils ont manqué de cohésion. La Russie au contraire est le modèle le plus achevé de la centralisation mise au service du despotisme. Aussi quand Pierre le Grand a introduit ce régime dans son empire l'a-t-il emprunté non aux traditions de la race slave, mais aux exemples des royaumes latins, et c'est au moyen d'Allemands qu'il l'a appliqué et que ses successeurs l'ont maintenu. C'est donc faute d'autres alliés et en oubliant de naturelles antipathies que les Yougo-Slaves

se sont tournés vers la Russie. Si la Hongrie leur tendait une main fraternelle, ils l'accepteraient avec bonheur, car ils trouveraient chez elle l'exemple des institutions qui leur conviennent et des libertés auxquelles ils aspirent. Ces populations ont toujours nourri à l'égard de la Russie une défiance instinctive. A Belgrade, je l'ai constatée dans les plus hautes régions, et il a fallu la politique hostile des puissances occidentales pour la faire mettre momentanément en oubli. Si l'on veut se rappeler le programme des réformes réclamées par la Croatie en 1848, il faudra bien avouer que ce n'est pas précisément le régime moscovite que ce pays demandait.

Mais la Russie ne s'offenserait-elle pas de l'attitude nouvelle que prendrait la Hongrie? Sans doute, si les Magyars voulaient étendre leur influence ou leurs frontières les armes à la main, à la façon de leurs anciens rois, ils échoueraient probablement; mais qui pourrait leur chercher querelle parce qu'ils donnent toute satisfaction aux Croates et qu'ils travaillent, à côté de la Russie, au triomphe de la cause dont celle-ci s'est constituée le défenseur? Je suis de ceux qui croient qu'un grand avenir est réservé à la Russie, mais point du côté de l'Europe. Il est de l'intérêt de l'humanité, quoi qu'en puissent dire les Anglais, que la Russie s'avance dans les régions inhabitées de la Tartarie, qu'elle féconde le riche bassin de l'Amour, celui du Syr-Daria, même Bokhara, dont elle vient de s'emparer, et le centre du continent asiatique. Sans s'effrayer du fantôme du panslavisme, sans s'occuper de maintenir le fameux équilibre des puissances, qui bientôt, par la force des choses, ne sera plus qu'un souvenir historique, et en ne considérant que l'intérêt général de la civilisation, on peut affirmer, je crois, que la Turquie d'Europe ne doit pas tomber aux mains de la Russie. Les nécessités géographiques l'obligeraient de s'annexer aussi la Hongrie et la Roumanie. Il faudrait donc soumettre à un régime autocratique, légitime peut-être au-delà du Pruth parce qu'il y est nécessaire, des populations mûres pour la liberté. Il en résulterait une lutte à mort qui ébranlerait l'empire russe, ou qui l'entraînerait à l'application de ces mesures de rigueur sous lesquelles gémit la Pologne. Aux bords du Danube, elle trouverait une Lombardie. Comme pour l'ancienne Autriche, l'extension de son territoire serait une cause de faiblesse pour elle, de ruine pour ses sujets, de deuil pour l'humanité. Si elle veut suivre la trace de sa nouvelle alliée l'Union américaine, qu'elle renvoie comme celle-ci ses soldats dans leurs foyers, que par l'instruction elle réveille l'activité de tous, qu'elle mette en valeur les fertiles déserts de son territoire. Voilà sa mission, et elle ne pourrait la remplir en s'étendant jusqu'au Bosphore. La péninsule

transdanubienne aux Yougo-Slaves, telle est la seule solution de la question d'Orient que puissent accepter la France, l'Angleterre, l'Autriche et même la Prusse de M. de Bismarck.

La Hongrie a promis de réclamer pour la Croatie l'adjonction de la Dalmatie, qui maintenant fait partie de la Cisleithanie, et qui envoie ses députés au *reichsrath* de Vienne. Si l'Autriche est prévoyante, elle donnera cette satisfaction à la Croatie. Qu'on veuille considérer un moment ce que c'est que la Dalmatie. Ce n'est qu'une étroite langue de terre resserrée entre l'Adriatique d'un côté et les montagnes de l'Herzégovine de l'autre, sur une longueur de plus de 80 lieues avec une largeur de quelques kilomètres à peine. On y compte 400,000 habitans possédant 22,000 chevaux, 20,000 bêtes à cornes et 800,000 moutons. Le total des exportations et des importations monte à une soixantaine de millions de francs. Le climat est délicieux: c'est celui de l'Italie. Des oliviers magnifiques y donnent d'abondantes récoltes. Cette province est un débris de l'ancien tsarat serbe conquis par Venise, défendu par elle contre les Turcs et cédé à l'Autriche en 1815, comme une annexe de la république des doges. Ce qui en fait l'importance, c'est que son littoral profondément découpé, ses innombrables îles, ses ports nombreux, sont peuplés d'une foule de matelots excellens qui montaient autrefois les galères vénitiennes et qui naviguent aujourd'hui sur la marine commerciale et militaire de l'Autriche. Le fond de la population est slave. La statistique compte 20,000 Italiens, et encore sont-ils plutôt Illyriens. On parle italien dans les villes. C'est un héritage de la domination de Venise. On ne peut le nier, il y a un parti qui rêve la réunion à l'Italie. Ce même parti existe bien à Trieste, où il se remue beaucoup, et pourtant la réalisation de ses vœux amènerait la ruine de la ville, et n'apporterait aucun avantage sérieux à l'Italie (1). L'an-

(1) Pendant mon séjour à Trieste, j'assistai à un incident qui peint bien les manifestations *italianissimes* dont cette ville est de temps en temps le théâtre. Une société venait de fonder une de ces brasseries viennoises où l'on se réunit le soir pour boire de la bière et écouter de la musique; mais, le chef de l'établissement étant Allemand, les Triestins n'étaient pas venus. Un Italien le remplaçait, et une fête devait signaler son entrée en fonction. Deux orchestres jouaient; l'un, arrivé de Venise, l'autre appartenant à un régiment autrichien. Les *italianissimes* entouraient le premier et applaudissaient avec fureur les airs italiens, en les faisant répéter plusieurs fois de suite. Le parti autrichien, de son côté, applaudissait la musique du régiment. Enfin un certain air italien est bissé dix fois de suite. Un individu se lève et fait entendre un ormidable coup de sifflet. Grande rumeur: on veut l'expulser. Cinq jeunes gens se jettent sur lui; mais de son poing terrible il les envoie rouler sous les tables, se rassied tranquillement et commande un verre de bière. Ce calme et cette vigueur herculéenne suffirent à tenir les assaillans en respect. Le consul de Prusse m'apprit que ce hardi champion de l'Autriche était un Prussien. La police vint demander les ordres du colonel. « Que la musique continue, répondit-il avec beaucoup de tact, nous en avons

nexion de la Dalmatie au royaume italien ne serait pas une combinaison moins désastreuse. Ce n'est certes pas au nom du principe des nationalités qu'on peut la réclamer, puisque la population est serbe. Cette union ne favoriserait aucunement le commerce des ports dalmates, et elle vaudrait à l'Italie la haine implacable de tous les Yougo-Slaves, à qui on enlèverait un littoral qui historiquement leur appartient et qui géographiquement leur est indispensable. De toute nécessité, la côte dalmate doit être réunie à la Bosnie et au Monténégro. Comme le disait un jour un guide monténégrin à un voyageur anglais, M. Muir Mackenzie, la Dalmatie sans la Bosnie, c'est un visage sans tête, et la Bosnie sans la Dalmatie, c'est une tête sans visage. Faute de communications avec les pays qui s'étendent derrière eux, les ports dalmates qui portent de si beaux noms ne sont plus que des bourgs sans importance, complètement déçus de leur ancienne splendeur. Ainsi Raguse, jadis république indépendante, a 6,000 habitants, Zara 9,000, Sebeniko 6,000. Cattaro, situé au fond de la plus belle baie de l'Europe, où des bassins et des docks naturels se creusent de toutes parts, assez vastes pour recevoir la marine tout entière d'un puissant état, Cattaro est une bourgade qui a 2,078 habitants. Dans beaucoup de ces cités appauvries, des mendiants habitent les palais des anciens princes du commerce, et le lion de Saint-Marc ouvre encore fièrement ses ailes sur des bâtimens qui tombent en ruine. Cette côte, qui a le malheur de border une province turque, ne reprendra son antique prospérité que le jour où de bonnes routes réuniront ses beaux ports au territoire fertile de l'intérieur dont la plus détestable administration arrête l'essor.

Ne serait-ce pas faire acte de sagesse et de prévoyance que de permettre l'adjonction de la Dalmatie à la Croatie, conformément à la promesse faite par l'empereur en 1848 et en 1861? Cette province ne s'est pas montrée, il est vrai, très empressée de répondre aux éloquens appels que la diète d'Agram lui adressait, en invoquant la communauté d'origine; mais, si elle jette un regard sur l'avenir, elle ne tardera pas à voir de quel côté doit la porter son intérêt bien entendu. Réunie à la Cisleithanie, elle ne prospérera pas plus que si elle était annexée au royaume italien. Faisant partie du royaume triunitaire reconstitué, elle entrerait dans le mouvement de la civilisation yougo-slave, elle serait soustraite aux déraisonnables menées des *italianissimes*, et elle attirerait à elle, par la force irrésistible de l'identité des intérêts, de la langue et de l'origine, la Bosnie et l'Herzégovine, qui sont ses naturelles dépen-

vu bien d'autres en Italie. Ces manifestations n'ont d'autre importance que celle que la compression leur donne. »

dances. Les Monténégrins demandent en vain à Constantinople un accès à la mer qui leur est indispensable. Qu'on leur ouvre toutes larges, sans restrictions d'aucune sorte, les portes de Cattaro transformé en port franc, et on s'assurera la reconnaissance, non-seulement de ces vaillans montagnards, mais de toutes les populations de l'intérieur.

En résumé, s'il était permis de formuler une conclusion au sujet d'une question aussi complexe, voici ce que l'on pourrait dire à Pesth et aussi à Vienne. Vous renoncez à étouffer le mouvement yougo-slave, puisque vous lui accordez en Croatie tout ce qu'il réclame. Abandonnez donc complètement la vieille politique autrichienne, et travaillez hardiment à l'émancipation de ces populations si longtemps opprimées, mais dont le triomphe définitif est assuré désormais. Vous aurez rendu service au progrès du genre humain, et un jour vous en serez récompensés. Vous aurez l'appui des hommes d'état anglais de la nouvelle école, qui voient très bien avec lord Stanley la solution qui serait avantageuse au commerce de leur pays. Le peuple français vous applaudira, car ses sympathies sont acquises à tout ce qui doit avoir pour résultat l'affranchissement des peuples. Vous viendrez en aide aux Allemands, qui doivent craindre que la Russie, maîtresse de la péninsule transdanubienne, ne leur enlève un jour la Bohême au nom du même principe qui l'aurait conduite à Constantinople. Vous aurez rendu enfin le plus grand service aux Russes eux-mêmes, en les dispensant de devenir, pour obéir aux ordres d'un gouvernement ambitieux, les tyrans et les bourreaux de peuples qui aspirent à la liberté et qui sont dignes d'en jouir.

Le compromis qui va intervenir entre la Croatie et la Hongrie, et qui est dû à l'inspiration si sage et si prévoyante de Deák et d'Eötvös, semble devoir peu intéresser le public, et néanmoins la solution de la question d'Orient y est contenue. Qu'on suive l'aveugle conduite de l'Angleterre et de l'Autriche, qu'on se montre hostile aux légitimes aspirations des Slaves méridionaux, et ils se jetteront dans les bras de la Russie, qui, par ambition ou par humanité, ne les repoussera pas. Qu'on accorde au contraire à cette race intelligente, patiente, héroïque, l'appui qu'elle mérite, aussitôt elle se retournera vers l'Occident, vers la lumière, vers la liberté, et la question d'Orient, grossie par l'obstination et la maladresse, se résoudra par les progrès naturels et irrésistibles de la civilisation. Si l'on ne veut pas voir les Russes à Constantinople, il faut encourager les Serbes à Belgrade et donner toute satisfaction aux Croates à Agram.

ÉMILE DE LAVELEYE.